

Direction
de l'infrastructure,
de l'eau et
de l'environnement

Division qualité
sécurité eau
et environnement

Béthune, le 14 OCT. 2014

Le Directeur général de VNF

à

Mesdames et Messieurs les Directeurs
territoriaux de VNF

Objet : Instruction relative à la prévention et gestion des déchets produits par Voies navigables de France

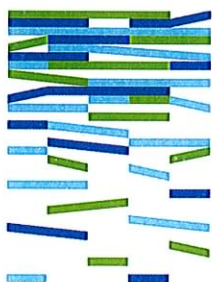
Référence : 2542/1408568/

Affaire suivie par Grégory DECOSTER

☎ 03.21.63.29.84 ✉ 03.21.63.24.58 – gregory.decoaster@vnf.fr

Copie : DIEE/DME – DEV

Pièces jointes circulaire technique « Prévention et gestion des déchets produits par VNF »
brochure DT Rhône-Saône « Mieux gérer ses déchets au quotidien »



Date d'application de l'instruction : Immédiate
Annule et remplace l'instruction du 24/11/2008

Depuis la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » portant engagement national pour l'environnement et l'ordonnance du 17 décembre 2010 transposant la directive européenne n°2008/98/CE, le droit des déchets a connu une véritable évolution. La prévention et la valorisation des déchets sont deux objectifs clairement affichés par ces différentes modifications, qui s'alignent sur une volonté européenne commune visant à réduire la production de déchets et à optimiser leur réutilisation. C'est dans cette perspective que le cadre juridique français des déchets a été réformé et que le rôle de chacune des parties prenantes a été renforcé. D'importantes évolutions juridiques ont ainsi eu lieu dans la mise en œuvre des nouvelles modalités de gestion des déchets. Plus récemment, la jurisprudence a précisé certaines conséquences qui doivent être tirées de ces modifications législatives et réglementaires, notamment sur les limites de responsabilités des détenteurs de déchets.

Soucieux de la préservation de l'environnement et de la sécurité des agents, je souhaite que l'établissement optimise la gestion de ses déchets. Sont appelés déchets de l'établissement, les déchets produits lors de l'entretien, la maintenance, la restauration, la modernisation des voies navigables et de leurs dépendances ainsi que l'ensemble des déchets produits par les sites administratifs et opérationnels. La présente instruction n'aborde que les règles de gestion des déchets sous la responsabilité de l'établissement.

Les modalités de gestion applicables aux sédiments de dragage sont détaillées dans la circulaire technique relative aux opérations de dragage. Tenant compte de la réglementation sur les déchets, la circulaire technique suscitée précise spécifiquement les règles applicables aux sédiments en fonction notamment de leur dangerosité.

Pour rappel, les modalités de gestion des déchets des usagers sont définies par l'instruction du 2 décembre 2013 relative à la stratégie déchets des usagers de la voie d'eau. Pour les points de collecte existants gérés par VNF, l'établissement devient « détenteur » de ces déchets. Réglementairement, le détenteur des déchets est soumis aux mêmes exigences qu'un producteur. La circulaire technique jointe à cette instruction s'applique.

La gestion des déchets obéit à de multiples règles et principes à chaque « étape de vie » du déchet jusqu'à son traitement final. Les actions à mener prioritairement portent sur l'organisation du tri et du stockage, la traçabilité des déchets, ainsi que la gestion des dépôts sauvages.

Organisation du tri et du stockage

Cette étape, qui implique nécessairement tous les agents, doit être mise en place afin de permettre une valorisation ultérieure pour les déchets non dangereux ou une valorisation, régénération ou élimination dans les meilleures conditions pour les déchets dangereux. En d'autres termes, pour les déchets non dangereux, la bonne réalisation du tri et du stockage conditionne le mode de traitement, augmente les possibilités de valorisation et donc diminue les coûts liés au traitement. Pour les déchets dangereux, il s'agit de préparer le traitement ultérieur en limitant les risques pour les agents et l'environnement. Selon l'article L 541-7-2 du code de l'environnement, il est interdit de mélanger des déchets dangereux de catégories différentes avec des déchets non dangereux ou encore avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets. Un lot de déchets non dangereux souillé par un déchet dangereux devient un déchet dangereux.

Nos points de collecte et de stockage internes doivent être adaptés afin de permettre d'organiser le tri et le stockage des déchets produits. La réalisation des chantiers « 5S » constitue le meilleur levier d'action pour ce faire. Des adaptations de la méthodologie de cette démarche ont été réalisées afin d'accompagner cette mise en conformité. Ainsi, à l'issue de la réalisation des chantiers 5S, tous les centres d'exploitation auront respecté les règles de la circulaire technique.

Traçabilité des déchets

Selon l'article L 541-2 du code de l'environnement, VNF est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale même lorsque le déchet est confié à des fins de traitement à un tiers. Il est donc indispensable d'assurer un suivi des lots de déchets. Ce suivi s'effectue essentiellement à l'aide des documents prévus par la réglementation comme les bordereaux de suivi ou le registre de suivi des déchets.

Le champ d'application du registre de suivi des déchets a été remanié et étendu par le décret n°2011-828 du 11 juillet 2011. Initialement réservé aux seuls déchets dangereux, ce registre s'applique désormais également aux déchets non dangereux et inertes. Cette nouvelle disposition est entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2012.

Fin 2013, seulement 63% des sites disposaient d'un système de suivi des déchets dangereux. Je vous demande de finaliser en priorité le suivi des déchets dangereux lorsque cela n'a pas été encore réalisé et de mettre en place un système de suivi des autres déchets non dangereux et inertes. Fin 2015, je souhaite que 100% des déchets de l'établissement fassent l'objet d'un suivi. Le suivi de cet objectif sera réalisé par le biais des indicateurs environnementaux de performance, mis en place au sein de l'établissement depuis plusieurs années.

Afin de faciliter la mise en place de ce suivi et l'usage des données, un outil informatique approprié sera déployé nationalement.

Gestion des dépôts sauvages

Pour les déchets abandonnés sur le domaine public fluvial, la responsabilité de l'établissement pourra être engagée « à moins de démontrer être étranger à leur abandon et ne pas l'avoir permis ou facilité par négligence ou complaisance ». Je souhaite donc une vigilance accrue à l'encontre des abandons illégaux de déchets. L'établissement visera à contribuer à la réduction de ces dépôts mais mettra tout en œuvre pour associer leurs auteurs ou les acteurs indirectement concernés.

Les dépôts sauvages identifiés doivent faire l'objet d'un constat documenté et de suivis d'opérations de nettoyage et de remise en état en identifiant notamment le coût réel à la charge de l'établissement. Les dépôts sauvages constitués exclusivement de déchets non dangereux et d'un volume inférieur à 2m³ doivent être éliminés le plus rapidement possible afin d'éviter l'accroissement des volumes. Dans le cas de déchets dangereux ou lorsque le volume est supérieur à 2 m³, un dépôt de plainte contre X doit être réalisé ainsi qu'une concertation avec la commune ou tout autre acteur qui a rendu indirectement les travaux nécessaires afin de prévoir collectivement la remise en état du site. Les défaillances du service public de collecte des déchets, sous responsabilité des communes, occasionnent le plus souvent ces dépôts illégaux, il est donc légitime de les associer à la résolution des dépôts. Des abandons de déchets peuvent être également constatés suite à des manifestations. Dans ce cas, VNF a la légitimité au titre de l'article L2124-11 du code général de la propriété des personnes publiques de solliciter des contributions financières aux acteurs « qui ont rendu les travaux nécessaires ou y trouvent intérêt ».

En cas d'identification de l'auteur du (ou des) dépôt(s), les contraventions prévues pour l'atteinte faite à l'intégrité matérielle du domaine public fluvial devront systématiquement être prises à son encontre ainsi qu'une mise en demeure d'effectuer la remise en état du site au titre des articles L 2132-7 et L 2132-10 du code général de la propriété des personnes publiques.

Hors du domaine public fluvial, VNF n'a pas de responsabilité quant à l'enlèvement des déchets sauvages, mais cette absence de responsabilité ne doit pas être synonyme d'inactivité de notre part. Au-delà de l'impact visuel, les déchets peuvent générer, compte tenu de leurs caractéristiques, un risque de pollution de l'eau et du sol. Dès l'émergence d'une zone de dépôt, l'accroissement du volume de déchets peut être régulier voire rapide. Le dépôt peut ainsi s'étendre à terme sur le domaine de VNF, sans compter sur les conditions météorologiques qui vont disséminer les déchets les plus volatils. Une intervention est indispensable avant « que le problème du voisin ne devienne notre problème ». Dans ce contexte, chaque constat de dépôt sauvage (volume significatif supérieur à 1m³) situé à proximité immédiate de notre domaine devra faire l'objet d'une demande d'intervention auprès de l'autorité compétente.

La circulaire technique relative à la prévention et la gestion des déchets jointe à cette instruction explicite le résultat de la réforme du droit des déchets en détaillant les grands principes et les principales définitions, règles applicables. Ce document couvre l'ensemble des étapes inhérentes à la gestion des déchets (tri, stockage, transport, traitement, traçabilité), y compris l'étape préalable de prévention, soit avant qu'une substance, matière ou produit ne devienne un déchet. Il détaille les modalités de gestion des dépôts sauvages, précise également les mesures de prévention à prendre par la manipulation des déchets. **Je vous demande de veiller au strict respect des règles contenues dans cette circulaire technique**, qui sont majoritairement des exigences législatives et réglementaires.

Fort du travail réalisé dans le cadre de la certification ISO 14001 sur la gestion des déchets, la direction territoriale de Rhône Saône est un exemple à suivre. La brochure intitulée « Mieux gérer ses déchets au quotidien », jointe à la présente instruction, constitue un premier exemple d'outil pratique à diffuser pour l'acceptation et l'appropriation par les agents des bonnes pratiques.

Pour assurer une meilleure intégration des dispositions de cette circulaire technique, je souhaite instaurer la mise en place de « référents » pour chaque direction territoriale. Le référent aura un rôle de facilitateur et de conseiller, apportant méthodologie, outils et appui aux unités de terrain. Il assurera également le rôle de « relais » avec le siège. Cette organisation permettra d'optimiser la mise en application de la circulaire au niveau du terrain et de faciliter la remontée des éventuelles difficultés d'application.

Je vous remercie de m'indiquer la personne qui pourra assurer ce rôle de référent pour la thématique prévention et gestion des déchets au sein de votre direction.

Cette instruction fera l'objet d'un bilan de mise en œuvre notamment sur la gestion des dépôts sauvages.

Marc PAPINUTTI

Directeur général

Mots-clés : déchets / tri / stockage / dépôts sauvages / bordereau de suivi / BSD / registre de suivi / traçabilité / traitement / élimination / recyclage

Thématique : Environnement / Développement durable

Sous-thème : Opérations (dragage, déchets, phyto)

Cette instruction est consultable sur le site intranet de VNF : Rubrique DG / Instructions DG

A. Montail

F. LAFARQUES.

D. NOVAT

P. BUTTE

C. de Le Pen

J.-F. DEFRESNE


B. DUBOUR



Circulaire technique

Prévention et gestion des déchets produits
par Voies navigables de France



	Prévention et gestion des déchets produits par VNF	VNF/SME/C-TEC/DECH/d
Date de création : 31/03/2003	Dernière mise à jour : 14/10/2014	
Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Grégory DECOSTER Chargé de qualité	Didier SACHY Directeur de l'infrastructure, de l'eau et de l'environnement	Marc PAPINUTTI Directeur général

Champ d'application : Cette circulaire s'applique à l'ensemble de l'établissement.

1. Contexte, enjeux et orientations de VNF

2. Cadre réglementaire de la prévention et gestion des déchets

Réduire les déchets produits > 5 | Définitions, principes et hiérarchie des priorités en matière de prévention et de gestion des déchets > 6
Déchets relevant de la responsabilité élargie des producteurs (REP) > 7 | Responsabilités et obligations du producteur et détenteur > 8

3. Typologie et classification des déchets

Définitions > 9 | Propriétés qui rendent les déchets dangereux > 10 | Classification > 11

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Trier et stocker : principes à appliquer > 12 | Connaître les dangers : étiquetage des produits dangereux > 13
Connaître les dangers : pictogrammes de danger et incompatibilités entre produits > 14 | Connaître les dangers : fiche de données de sécurité (FDS) > 15
Manipuler les produits et les déchets : les équipements de protection individuelle (EPI) > 16 | Règles de dimensionnement des bacs de rétention > 17

5. Transport

Récépissé de déclaration de transport des déchets > 18 | Règles à respecter pour le transport de marchandises dangereuses en interne > 19

6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Modes de gestion des déchets non dangereux > 20 | Modes de gestion des déchets dangereux > 21 | Avoir recours à un prestataire privé : contenu du contrat > 22-23

7. Gestion des déchets de chantier et des dépôts sauvages

Déchets de chantier : Règles et contenu du schéma organisationnel et de gestion des déchets (SOGED) > 24 | Dépôts sauvages : règles d'intervention sur le DPF > 25
Dépôts sauvages : règles d'intervention hors du DPF > 26

8. Traçabilité réglementaire

Règles générales > 27 | Bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) : présentation et circuit > 28-29 | Registre de suivi des déchets > 30-31-32
Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante (BSDA) > 33 | Bon d'enlèvement des huiles usagées > 34



= Réglementation à respecter



= Pour en savoir plus



= Définition



= Informations



= Indicateur de Performance
Environnementale

1. Contexte, enjeux et orientations de VNF

Contexte

Dans le cadre de ses missions d'exploitation, d'entretien, de maintenance, d'amélioration, d'extension des voies navigables et ses dépendances prévus par l'article L. 4311-1 et suivants du code des Transports, l'établissement Voies navigables de France gère des déchets en qualité de **producteur** ou parfois de **détenteur**.

Notion de « producteur et détenteur de déchets » selon l'article L. 541-1-1 du code de l'Environnement



Le **producteur de déchets** est la personne physique ou morale dont l'activité produit des déchets.

Le **détenteur de déchets** peut être un producteur de déchets ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets.

Déchets produits dans l'exercice des missions suscitées y compris les macrodéchets aquatiques d'origine naturelles (= embâcles) et les sédiments de dragage.

Cf. circulaire technique
sur les opérations de dragage



Déchets produits par tous les usagers et riverains de la voie d'eau
et

déposés dans un point de
collecte géré par VNF.

⇒ Responsabilité VNF engagée

abandonnés sur le domaine
public fluvial (DPF).

⇒ Responsabilité VNF non engagée

seulement si

« En l'absence de tout autre responsable, le propriétaire d'un terrain où des déchets ont été entreposés en est à ce seul titre, le détenteur au sens des articles L.541-1 et suivants du code de l'Environnement à moins qu'il ne démontre être étranger au fait de leur abandon et ne l'avoir pas permis ou facilité par négligence ou complaisance ».

Arrêt du 11 juillet 2012 - Cour de cassation - Troisième chambre civile (11-10.478)

La Cour de cassation a en effet décidé de permettre au propriétaire d'échapper à la qualification de détenteur des déchets qui se trouvent sur son terrain mais pas à n'importe quelles conditions. Il faut non seulement prouver :

« être étranger au fait de l'abandon »

et

« ne pas l'avoir permis ou facilité par négligence ou complaisance ».

Cela signifie, d'une part, qu'il ne faut pas avoir joué un rôle actif dans l'abandon des déchets.

Cela signifie, d'autre part, qu'il ne doit pas non plus avoir laissé les déchets s'accumuler sur le terrain sans rien faire.

1. Contexte, enjeux et orientations de VNF

Enjeux par rapport à l'entretien du domaine public fluvial

En qualité de gestionnaire de la voie d'eau, Voies navigables de France a une obligation d'entretien du réseau et du domaine public fluvial confié.

Définition de « l'entretien régulier » selon l'article L. 215-14 du code de l'environnement

« Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des chapitres Ier, II, IV, VI et VII du présent titre, **le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau**. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. »

Financement de l'entretien selon l'article L. 2124-11 du code général de la propriété des personnes publiques

« L'entretien, tel que défini aux articles L. 215-14 et L. 215-15 du code de l'environnement, des cours d'eau domaniaux et de leurs dépendances est à la charge de la personne publique propriétaire du domaine public fluvial. **Toutefois, les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou y trouvent intérêt peuvent être appelées à contribuer au financement de leur entretien.** »

Voies navigables de France ne doit pas nécessairement assurer seul la charge financière de cet entretien.

Lorsque les déchets collectés sont principalement d'origine urbaine et que leur importance ne trouve pas sa justification dans le cadre de la fréquentation normale de la voie d'eau et de ses abords, il est indispensable que la commune/collectivité participe financièrement à l'intensification des travaux d'entretien rendue nécessaire.

Orientations de VNF

Objectif fixé dans la politique de développement durable de VNF adoptée par délibération du CA du 8 décembre 2009

L'axe 3 de la politique de développement durable vise à « **Exploiter et entretenir la voie d'eau dans le cadre d'une gestion optimisée de la ressource en eau et respectueuse de l'environnement** ». Dans ce cadre, il est prévu notamment d' « **optimiser la gestion des déchets produits par ou pour VNF** ».

Voies navigables de France doit veiller au respect des directives explicitées dans la présente circulaire technique.

La mise en œuvre de la politique environnementale est évaluée par les indicateurs de Performance Environnementale (IPE). Ceux concernant la gestion des déchets sont repris dans cette circulaire et identifiés par le symbole suivant :



POUR EN SAVOIR +

- Politique de Développement Durable des Voies navigables de France
- Livret des indicateurs de Performance Environnementale (IPE)



2. Cadre réglementaire pour la prévention et gestion des déchets

Réduire les déchets produits

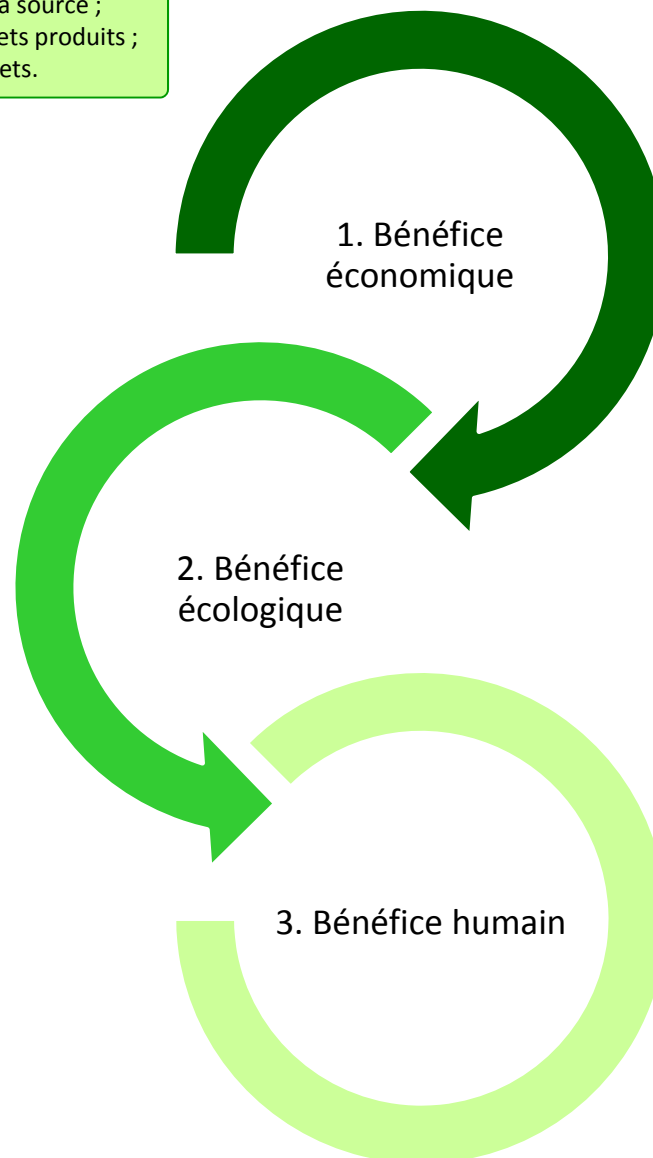


La **prévention** consiste à agir avant que les déchets soient produits. Elle vise à :

- éviter de produire un déchet : réduction à la source ;
- réduire la dangerosité, la nocivité des déchets produits ;
- améliorer la facilité de traitement des déchets.

La prévention évite deux types d'impacts sur l'environnement :

- les **impacts amont**, c'est-à-dire ceux des étapes de production, transport, transformation et utilisation des matières et produits qui génèrent le déchet ;
- les **impacts aval**, c'est-à-dire ceux des étapes de la gestion du déchet (collecte, transport, traitement et/ou stockage).



Le coût de la collecte et du traitement ne représente que la partie émergée de l'iceberg du coût complet des déchets. Ce dernier doit tenir compte :

- **des coûts de production** (achat de matières et consommables dont proviennent les déchets)
- **des coûts de gestion interne** (charges de manutention et de stockage interne des déchets)
- **des coûts de gestion externe** (facturation de la collecte et le traitement des déchets)

La prévention agit directement sur ce coût complet car elle supprime à la fois les coûts de production et de gestion d'un déchet.

Un plan d'action sur les déchets doit être un projet qui fédère le personnel sur des objectifs écologiques et économiques motivants. Il renforce également l'image interne d'une entreprise.

Certaines actions comme l'optimisation du stockage des déchets ou la substitution de matières dangereuses améliorent la propreté des sites et réduisent les risques pour les salariés.

Encourager la réduction des déchets au travail est en cohérence avec les gestes et comportements demandés aux ménages dans le cadre d'une démarche éco-citoyenne.

2. Cadre réglementaire pour la prévention et gestion des déchets

Définitions, principes et hiérarchie des priorités en matière de prévention et de gestion des déchets (de 1 à 5)

1. Prévention

La **prévention de la production des déchets** se définit comme l'ensemble des mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet, lorsque ces mesures concourent à la réduction d'au moins un des items suivants :

- Réduction de la quantité de déchets générés, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée d'usage des substances, matières ou produits ;
- Réduction des effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine ;
- Amélioration de la facilité de traitement (par exemple en suivant une démarche d'éco-conception).

Extraction et/ou
conception

Transport

Distribution

Réemploi ¹

Achat, utilisation et
gestion par le détenteur

> Pas de statut de déchet (substance, matière, produit)

¹ **Réemploi (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus ;

² **Collecte (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération de ramassage des déchets en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ;

² **Collecte séparée (selon R. 541-49-1 du CE)** : collecte dans le cadre de laquelle un flux de déchets est conservé séparément en fonction de son type et de sa nature afin de faciliter un traitement spécifique ;

³ **Traitement (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération de valorisation ou d'élimination, y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination ;

⁴ **Réutilisation (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau ;

⁴ **Préparation en vue du réutilisation (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation, par laquelle des produits ou des composants qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement ;

Gestion des déchets (selon article L.541-1-1 du code de l'Env.)

La gestion des déchets s'entend comme la collecte, le transport, la valorisation et l'élimination des déchets, et, plus largement, toute activité participant de l'organisation de la prise en charge des déchets depuis leur production jusqu'à leur traitement final, y compris les activités de négoce ou de courtage et la supervision de l'ensemble de ces opérations .

Elle doit être réalisée sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, et notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.

*Ordre de priorité pour la
gestion des déchets*

2. Préparation en vue du réutilisation ⁴

3. Recyclage ⁵

4. Autre valorisation ⁶, notamment
valorisation énergétique

5. Elimination ⁷

Modes de traitement ³

Collecte (séparée ou non) ²
par la collectivité ou
opérateur spécialisé

> Statut de déchet

⁵ **Recyclage (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblaiement ne peuvent pas être qualifiées d'opération de recyclage ;

⁶ **Valorisation (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets ;

⁷ **Elimination (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération qui n'est pas de la valorisation même lorsque ladite opération a comme conséquence secondaire la récupération de substances ou d'énergie.

2. Cadre réglementaire pour la prévention et gestion des déchets

Déchets relevant de la responsabilité élargie des producteurs (REP)

Afin de développer le recyclage de certains déchets, il est nécessaire de les collecter sélectivement. Les politiques de collecte sélective et de recyclage des déchets s'appuient de plus en plus sur les filières dites de **responsabilité élargie des producteurs (REP)**. Le principe, qui découle de celui du pollueur-payeur, en est le suivant : les metteurs sur le marché français de produits (= les producteurs, les importateurs et les distributeurs pour les produits de leurs propres marques) ont l'obligation de prendre en charge, notamment financièrement, la collecte sélective puis le recyclage ou le traitement des déchets issus de leurs produits. Ils peuvent remplir leurs obligations :

- soit individuellement, par la mise en place d'un système individuel de collecte et de traitement
- soit de manière collective en adhérant et en contribuant à un éco-organisme, auquel ils délèguent leurs obligations. En pratique, il s'agit de la solution la plus répandue.



Les produits usagés concernés par la REP sont principalement ceux dont la gestion en mélange pose des difficultés pour être recyclés ou valorisés et qui sont à l'origine de coûts de gestion importants :

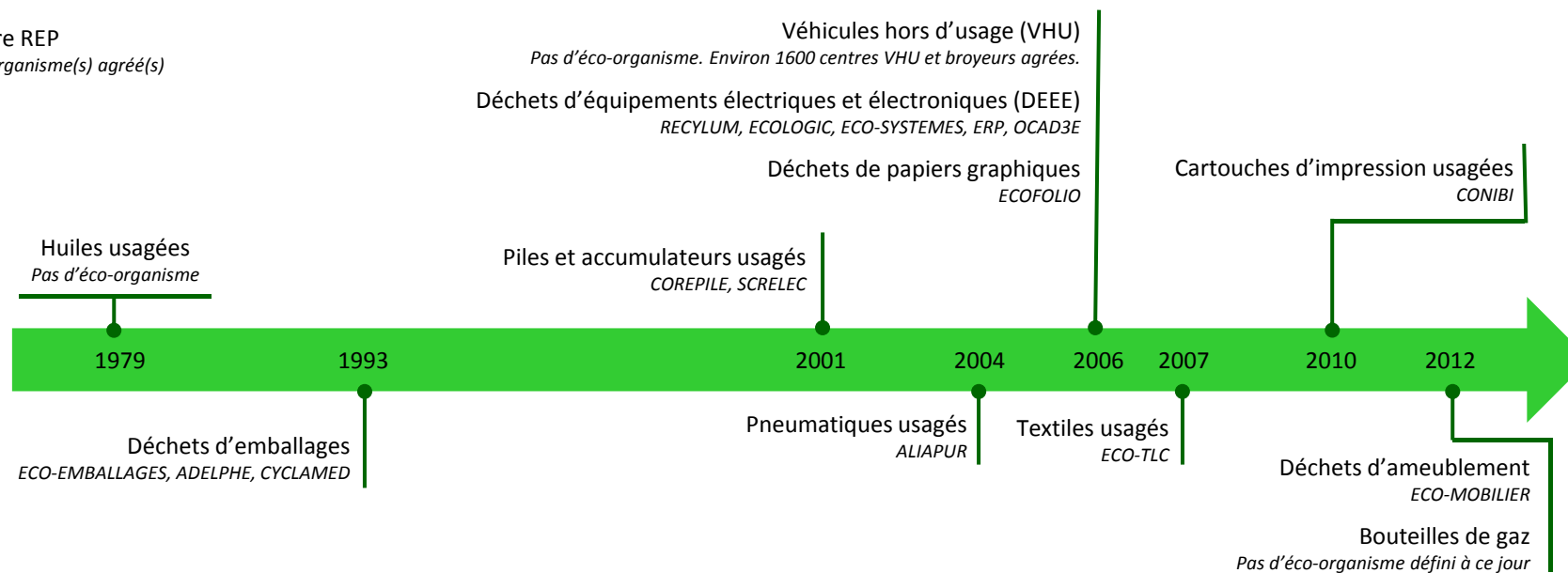
- soit **du fait de leur quantité comme les emballages** ;
- soit **du fait de leur dangerosité comme les produits chimiques** ;
- soit **du fait de leur risque sanitaire dans le cas des déchets d'activité de soins à risques infectieux** ;
- soit **parce que leur valorisation est coûteuse et fait l'objet de pratiques non satisfaisantes** comme les pneumatiques.

Ces éléments sont renforcés par la complexité des produits usagés comme les équipements électriques et électroniques ou par leur dispersion comme les piles et accumulateurs qui renchérit leur gestion.

Les principaux flux de déchets concernés par la REP sont les :

Filière REP

Eco-organisme(s) agréé(s)



2. Cadre réglementaire pour la prévention et gestion des déchets

Responsabilités et obligations du producteur et détenteur



Principe de responsabilité selon l'article L. 541-2 du code de l'Environnement

Toute personne qui produit ou détient des déchets est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.



Principe de gestion selon l'article L. 541-2-1 du code de l'Environnement

Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant la hiérarchie des modes de traitement. > cf. page 5



Caractérisation et emballage des déchets dangereux selon l'article L. 541-7-1 du code de l'Environnement

Le producteur ou détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets. Il est également tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou les contenants.



Collecte et transport

Obligation de collecte séparée si réalisable selon l'article L. 541-21-2 du code de l'Environnement

Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques et du verre, pour autant que cette opération soit réalisable d'un point de vue technique, environnemental et économique.

Déclaration d'activité de collecteur selon les articles R. 541-50 et L. 541-2 du code de l'Environnement

Le producteur de déchets doit vérifier que le collecteur auquel il fait appel a déclaré son activité en préfecture dès que sont dépassés les seuils par chargement de :

- 100 kg de déchets dangereux,
- 500 kg de déchets non dangereux.

Il doit mentionner dans le contrat que les déchets collectés doivent être dirigés vers des installations de traitement ou de valorisation appropriées.



Élimination dans des installations classées (ICPE) selon les articles L. 541-2, L. 541-22 et L. 541-25 du code de l'Environnement

Les producteurs de déchets sont tenus d'assurer ou de faire assurer leur gestion dans le respect de la réglementation et dans des conditions propres à éviter tout effet nocif sur l'environnement.



Suivi selon l'article L.541-7 du code de l'Environnement

Les producteurs de déchets doivent renseigner et conserver les informations relatives au circuit de traitement de leurs déchets :

- En émettant un bordereau de suivi des déchets dangereux qui assure leur traçabilité jusqu'au centre d'élimination, de regroupement ou de pré traitement
- En tenant à jour un registre de suivi des déchets : il permet de retracer par ordre chronologique les opérations relatives à l'élimination des déchets (production, expédition, réception ou traitement)

Interdictions selon les articles L. 541-3, L. 541-7-2 du code de l'Environnement

La liste présentée ci-après et non exhaustive.



Il est interdit :

- d'abandonner des déchets.
- de brûler des déchets à l'air libre,
- de mélanger des déchets dangereux de catégories différentes, des déchets dangereux avec des déchets non dangereux et des déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets.

3. Typologie et classification des déchets

Définitions

Notion de « déchet » selon l'article L. 541-1-1 du code de l'Environnement

« Toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire » est un déchet.



Un déchet peut faire l'objet de typologies diverses en fonction ...

... de sa nature,

... de son origine.



Lexique à l'usage des acteurs de la gestion des déchets
Commissariat général au développement durable – Mai 2012

Déchets dangereux selon l'article R. 541-8 du code de l'Environnement



Les déchets dangereux sont des déchets qui contiennent, en quantité variable, des éléments toxiques ou dangereux qui présentent des risques pour la santé humaine et l'environnement. Ils peuvent être de nature organique (solvants, hydrocarbures...), minérale (acides, boues d'hydroxydes métalliques...) ou gazeuse.

Un déchet est classé dangereux s'il présente une ou plusieurs des 15 propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Déchets inertes

Les déchets inertes sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique avec l'environnement. Ils ne sont pas biodégradables et ne se décomposent pas au contact d'autres matières. Les définitions européennes qualifient ces déchets de déchets minéraux.

Déchets non dangereux

Les **déchets non dangereux** se définissent par défaut comme ne présentant pas les caractéristiques spécifiques des déchets dangereux, ni des déchets inertes. On les appelle également les **déchets non dangereux non inertes**.

... du système global de collecte et de traitement.

Déchets ultimes selon l'article L.541-2-1 du code de l'Environnement



Un déchet ultime « n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. »

Déchets des activités économiques selon l'article R. 541-8 du code de l'Environnement



« Tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage. »



« Déchets industriels spéciaux (DIS) deviennent des « déchets dangereux des activités économiques »
« Déchets industriels banals (DIB) » deviennent des « déchets non dangereux des activités économiques »

Déchets municipaux

Les déchets municipaux regroupent l'ensemble des déchets dont la gestion relève de la compétence de la collectivité.

Déchets assimilés

Les déchets dit assimilés regroupent les déchets des activités économiques pouvant être collectés avec ceux des ménages, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, sans sujétions techniques particulières.

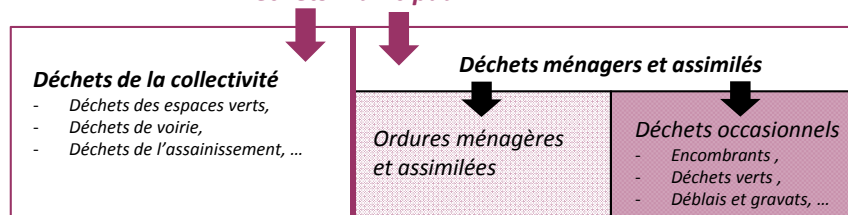
Déchets ménagers et assimilés

Il s'agit des déchets issus des ménages et des déchets assimilés.

Ordures ménagères et assimilées

Les ordures ménagères et assimilées sont les déchets ménagers et assimilés qui sont produits « en routine » par les acteurs économiques dont les déchets sont pris en charge par le service public de collecte des déchets (ordures ménagères résiduelles et déchets collectés sélectivement; soit en porte-à-porte, soit en apport volontaire). En sont exclus les déchets verts, les déchets d'encombrants, les déchets dangereux, les déblais et gravats, ... c'est-à-dire les déchets qui sont produits occasionnellement par les ménages et ce, quel que soit leur type de collecte.

Déchets municipaux



3. Typologie et classification des déchets

Propriétés qui rendent les déchets dangereux



Annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'Environnement

H1 " Explosif " : substances et préparations pouvant exploser sous l'effet de la flamme ou qui sont plus sensibles aux chocs ou aux frottements que le dinitrobenzène.

H2 " Comburant " : substances et préparations qui, au contact d'autres substances, notamment de substances inflammables, présentent une réaction fortement exothermique.

H3-A " Facilement inflammable " : substances et préparations :

- à l'état liquide (y compris les liquides extrêmement inflammables), dont le point d'éclair est inférieur à 21 °C,
- ou
- pouvant s'échauffer au point de s'enflammer à l'air à température ambiante sans apport d'énergie ;
- ou
- à l'état solide, qui peuvent s'enflammer facilement par une brève action d'une source d'inflammation et qui continuent à brûler ou à se consumer après l'éloignement de la source d'inflammation ;
- ou
- à l'état gazeux, qui sont inflammables à l'air à une pression normale ;
- ou
- qui, au contact de l'eau ou de l'air humide, produisent des gaz facilement inflammables en quantités dangereuses.

H3-B " Inflammable " : substances et préparations liquides, dont le point d'éclair est égal ou supérieur à 21 °C et inférieur ou égal à 55 °C.

H4 " Irritant " : substances et préparations non corrosives qui, par contact immédiat, prolongé ou répété avec la peau et les muqueuses, peuvent provoquer une réaction inflammatoire.

H5 " Nocif " : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des risques de gravité limitée.

H6 " Toxique " : substances et préparations (y compris les substances et préparations très toxiques) qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des risques graves, aigus ou chroniques, voire la mort.

H7 " Cancérogène " : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire le cancer ou en augmenter la fréquence.

H8 " Corrosif " : substances et préparations qui, en contact avec des tissus vivants, peuvent exercer une action destructrice sur ces derniers.

H9 " Infectieux " : matières contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou on a de bonnes raisons de croire qu'ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants.

H10 " Toxique pour la reproduction " : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire ou augmenter la fréquence d'effets indésirables non héréditaires dans la progéniture ou porter atteinte aux fonctions ou capacités reproductives.

H11 " Mutagène " : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence.

H12 : Substances et préparations qui, au contact de l'eau, de l'air ou d'un acide, dégagent un gaz toxique ou très toxique.

H13 "Sensibilisant" : substances et préparations qui, par inhalation ou pénétration cutanée, peuvent donner lieu à une réaction d'hypersensibilisation telle qu'une nouvelle exposition à la substance ou à la préparation produit des effets néfastes caractéristiques. Cette propriété n'est à considérer que si les méthodes d'essai sont disponibles.

H14 " Ecotoxique " : substances et préparations qui présentent ou peuvent présenter des risques immédiats ou différés pour une ou plusieurs composantes de l'environnement.

H15 : Substances et préparations susceptibles, après élimination, de donner naissance, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-avant.



3. Typologie et classification des déchets

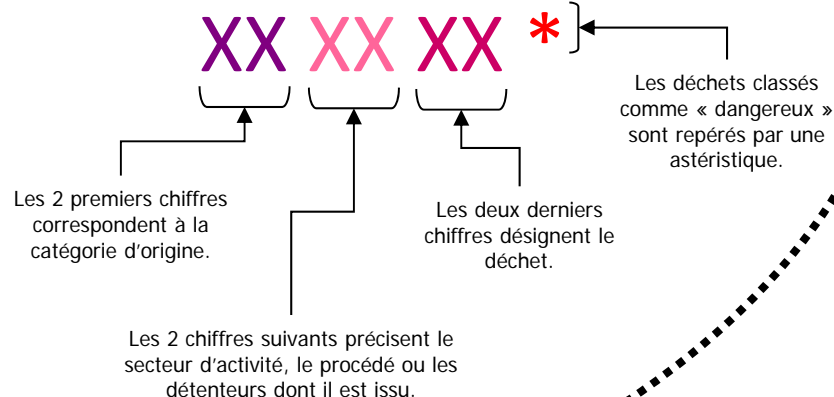
Classification

La nomenclature des déchets est une liste unique des déchets qui figure à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'Environnement. Les déchets considérés comme dangereux sont signalés par un astérisque dans cette liste.

La liste n'est pas exhaustive et est réexaminée périodiquement. L'inscription sur la liste ne signifie pas que la matière ou l'objet en question soit un déchet dans tous les cas. L'inscription ne vaut que si la matière ou l'objet répond à la définition du terme "déchet" figurant à l'article L 541-1-1 du code de l'environnement.

Toutes les informations relatives aux déchets prévues par la réglementation doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette nomenclature.

Chaque déchet est ainsi désigné par un code à 6 chiffres :



Déchets des activités économiques

Classement par provenance

Oui

Non

Classement par nature

Oui

Non

Déchets en catégories spécifiques

Oui

Non

01 Carrieres, mines et minerais
02 Agriculture, élevage, préparation aliments
03 Bois, meubles et papier carton
04 Cuir, fourrures et textiles
05 Pétrole, gaz et charbon
06 Chimie minérale
07 Chimie organique, pharmacie
08 FFDU Peintures, encres
09 Industrie photographique
10 Procédés thermiques
11 Traitement chimique de surface métaux
12 Traitement physique/mécanique de surface
17 Construction, démolition, sols pollués
18 Soins médicaux, vétérinaires, recherche associée
19 Gestion déchets, traitement de l'eau

13 Huiles et combustibles usagés
14 Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs
15 Emballages, absorbants...

Catégorie 16 :
16 01 VHU
16 02 DEEE
16 03 Loupés de fabrication, produits non utilisés
16 04 Déchets d'explosifs
16 05 Gaz en récipient à pression
16 06 Piles et accumulateurs

Déchets ménagers et assimilés

Déchets ménagers et assimilés

Oui

Non

Catégorie 20 : Déchets municipaux (déchets ménagers et assimilés provenant des commerces, industries et administrations)

Déchets non décrits ailleurs dans la liste

Oui

Codes dont les deux derniers chiffres sont 99 :
01 03 99, 01 04 99...

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Trier et stocker : principes à appliquer

Compte tenu des grands principes évoqués précédemment, le tri et le stockage doivent être mis en place afin de permettre une valorisation ultérieure pour les **déchets non dangereux**, ou une valorisation, une régénération ou une élimination dans les meilleures conditions pour les **déchets dangereux**.

Interdictions selon l'article L. 541-7-2 du code de l'Environnement

Il est donc interdit :

- le mélange de déchets dangereux de catégories différentes ;
- le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ;
- le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets.



Un lot de **déchet non dangereux** souillé par un **déchet dangereux** devient un **déchet dangereux**.

Pour la bonne application du dispositif mis en place et pour garantir les meilleurs résultats au niveau du tri, il est impératif d'informer et de former le personnel.

Déchets non dangereux

Règles de gestion et de stockage :

1. Regrouper les déchets relevant d'une même filière de traitement ;
2. Adapter les capacités de stockage interne en fonction des quantités produites. Il est possible de compacter certains déchets pour réduire significativement les volumes ;
3. De préférence protéger les conteneurs des intempéries. En effet, l'eau mélangée aux déchets alourdit et risque d'augmenter le coût de la collecte et du traitement lorsqu'elle est facturée au poids ;
4. Eviter les mélanges impropres ;
5. Identifier clairement chaque conteneur ou chaque bac par des affichages (nom, photo du déchet, codes couleurs, etc.) et des pictogrammes facilitant le repérage de chaque déchet. Cette disposition facilite le tri des opérateurs et réduit les risques de mélanges impropres ;
6. Maintenir propres et dégagées les aires de stockage des déchets.

Il est fortement conseillé de prendre contact préalablement avec les prestataires pour savoir exactement comment préparer et conditionner les déchets.



Déchets dangereux

Règles de gestion et de stockage :

1. Ne jamais jeter des déchets dangereux solides ou liquides à la poubelle ou dans l'évier ;
2. Ne jamais mélanger les déchets dangereux ensemble ;
3. Stockez les séparément. Ils doivent être rangés dans un endroit dédié ;
4. Séparez-les des autres déchets. Ils doivent être identifiés et faire l'objet d'un traitement particulier ;
5. Etiquetez-les. Tous les conteneurs doivent disposer d'un affichage indélébile indiquant notamment la catégorie de dangers engendrés par le déchet et signalant, le cas échéant, les interdictions relatives aux manipulations, mélanges, etc,
6. Ne jamais réutiliser un emballage déjà souillé ;
7. Stocker les déchets liquides dangereux sur des bacs de rétention ;
8. Stocker les déchets solides dans des bennes transportables pour éviter la manipulation directe et faciliter la collecte ;
9. Ventiler de façon permanente l'aire de stockage ;
10. Protéger des eaux de pluie ;
11. Eloigner des lieux à risques (ex : les déchets inflammables ou explosifs ne doivent pas être stockés près d'une source chaude, ...) ;
12. Vérifier l'étanchéité du lieu de stockage et mettre à disposition à proximité immédiate du local de stockage du matériel de lutte contre les pollutions et les incendies
13. Choisir un site facile d'accès pour les véhicules qui viennent procéder à la collecte ;
14. Faites-les prendre en charge régulièrement ;
15. Informer le personnel des consignes de stockage, de manipulation.



Affiches « Déchets dangereux »



fnode



4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Connaitre les dangers : étiquetage des produits dangereux

L'étiquette informe immédiatement l'utilisateur du produit . Pour décoder une étiquette, il faut :

1. regarder les pictogrammes (réglementation travail et transport éventuellement) qui signalent les dangers les plus importants ;
2. lire la mention d'avertissement qui indique le niveau de danger ;
3. lire attentivement les mentions de danger qui précisent les dangers particuliers des produits ;
4. prendre connaissance des conseils de prudence. Ils aident à définir les mesures de prévention.

Lire l'étiquette, c'est déjà se protéger.

Informations requises sur les
emballages des substances et
mélanges classés dangereux



Modèle d'étiquette d'un mélange

Identité du fournisseur

+ Identificateurs de produit

Pour les mélanges :

- Nom commercial ;
- Identité de certaines des substances contenues dans le mélange qui sont responsables de la classification.

Pour les substances :

- Nom chimique ;
- Numéro d'identification.

+ Pictogrammes de danger

cf. page 14

+ Mentions d'avertissement

On distingue 2 mentions :

- « **DANGER** » utilisé pour les catégories les plus sévères
- « **ATTENTION** »

+ Mentions de danger

Les mentions de danger sont codifiées dans la réglementation (lettre H suivie de trois chiffres).

Ex: *Susceptible de provoquer le cancer (H 351)*

+ Conseils de prudence

Il s'agit de recommandations à suivre. Chaque conseil de prudence est affecté d'un code composé de la lettre P suivie de trois chiffres.

Ex. *Utiliser l'équipement de protection individuelle requis (P 281)*

+ Informations supplémentaires dans certains cas

Elles complètent les informations fournies dans les mentions de danger et de conseils de prudence. Ces phrases sont codifiées EUH suivie de trois chiffres.

Ex. *L'exposition répétée peut provoquer dessèchement ou gerçures de la peau (EUH 066)*



Modèle d'étiquette d'une substance

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Connaitre les dangers : pictogrammes de danger et incompatibilités entre produits



Le règlement européen n°1272/2008 « CLP » (Classification, Labelling and Packaging) prévoit l'usage de nouveaux pictogrammes de danger. Ils comportent un symbole en noir sur fond blanc dans un cadre rouge. Ils ont la forme d'un carré debout sur la pointe. Au nombre de neuf, les pictogrammes sont destinés à communiquer des renseignements spécifiques sur certains dangers des produits.

Tableau des incompatibilités

	+	×	×	×	×	+
	×	+	×	×	×	○
	×	×	+	×	×	×
	×	×	×	○	×	×
	×	×	×	×	+	+
	+	○	×	×	+	+

+ compatibles
 × incompatibles
 ○ compatibles sous conditions particulières

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Connaitre les dangers : fiche de données de sécurité (FDS)

La **fiche de données de sécurité (FDS)** doit impérativement être présente sur votre lieu de travail. Elle apporte des informations supplémentaires :

- les mesures de premiers secours
- les mesures de lutte contre l'incendie
- les mesures à prendre en cas de rejet accidentel
- les précautions à prendre pour le stockage et la manipulation
- la stabilité et la réactivité du produit (conditions à éviter, matières à éviter, produits de décomposition dangereux,...)
- les codes des mentions de danger, conseils de prudence, ...

La FDS complète les informations de l'étiquette. Consultez-la !

La FDS est toujours structuré ainsi :

1. Identification de la substance/préparation et de la société/l'entreprise
 - 1.1. Identificateur de produit
 - 1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées
 - 1.3. Renseignement concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité
 - 1.4. Numéro d'appel d'urgence
2. Identification des dangers
 - 2.1. Classification de la substance ou du mélange
 - 2.2. Eléments d'étiquetage
 - 2.3. Autres mélanges
3. Composition/informations sur les composants
 - 3.1. Substances
 - 3.2. Mélanges
4. Premiers secours
 - 4.1. Description des premiers secours
 - 4.2. Principaux symptômes et effets aigus et différés
 - 4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires
5. Mesures de lutte contre l'incendie
 - 5.1. Moyens d'extinction
 - 5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange
 - 5.3. Conseils aux pompiers
6. Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle
 - 6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence
 - 6.2. Précautions pour la protection de l'environnement
 - 6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage
 - 6.4. Référence à d'autres rubriques
7. Manipulation et stockage
 - 7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger
 - 7.2. Conditions nécessaires pour assurer la sécurité du stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités
 - 7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)
8. Contrôles de l'exposition/Protection individuelle
 - 8.1. Paramètres de contrôle
 - 8.2. Contrôles de l'exposition
9. Propriétés physiques et chimiques
 - 9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles
 - 9.2. Autres informations
10. Stabilité et réactivité
 - 10.1. Réactivité
 - 10.2. Stabilité chimique
 - 10.3. Possibilité de réactions dangereuses
 - 10.4. Conditions à éviter
 - 10.5. Matières incompatibles
 - 10.6. Produits de décomposition dangereux
11. Informations toxicologiques
 - 11.1. Informations sur les effets toxicologiques
12. Informations écologiques
 - 12.1. Toxicité
 - 12.2. Persistance et dégradabilité
 - 12.3. Potentiel de bioaccumulation
 - 12.4. Mobilité dans le sol
 - 12.5. Résultats des évaluations PBT et vPvB
 - 12.6. Autres effets néfastes
13. Considérations relatives à l'élimination
 - 13.1. Méthodes de traitement des déchets
14. Informations relatives au transport
 - 14.1. Numéro ONU
 - 14.2. Nom d'expédition des Nations unies
 - 14.3. Classe(s) de danger pour le transport
 - 14.4. Groupe d'emballage
 - 14.5. Dangers pour l'environnement
 - 14.6. Précautions particulières à prendre par l'utilisateur
 - 14.7. Transport en vrac
15. Informations relatives à la réglementation
 - 15.1. Réglementations/Législations particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement
 - 15.2. Evaluation de la sécurité chimique
16. Autres informations

La FDS doit être fournie en langue française. Vérifier régulièrement la mise à jour de ces fiches (au moins une fois par an). Pour vous procurer les fiches manquantes, vous pouvez en faire la demande auprès de votre fournisseur ou fabricant ou à défaut la télécharger le site spécialisé Quick-FDS (www.quickfds.fr).

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Manipuler les produits et les déchets : équipement de protection individuelle (EPI)

L'article R.4321-4 du code du travail indique que l'employeur doit mettre à disposition des travailleurs, en tant que de besoin, les équipements de protection individuelle appropriés.

Les EPI doivent non seulement être adaptés aux risques encourus lors de l'exécution d'une tâche mais aussi aux risques liés aux conditions environnementales dans lesquelles le travail est accompli (environnement de travail bruyant, travail à proximité de l'eau, ...). En cas de risques multiples exigeant le port simultané de plusieurs EPI, ces équipements doivent être compatibles entre eux.

Afin de choisir correctement l'EPI adapté à la situation de travail, les risques doivent être correctement identifiés et évalués. Les EPI peuvent protéger :



L'énumération ci-dessus n'est pas exhaustive car vise seulement à communiquer des exemples des équipements dans chacune des catégories suscitées.

Ils peuvent permettre une protection contre les risques mécaniques, les risques chimiques, les risques thermiques, les risques de coupure, les ambiances thermiques, les ambiances sonores, ...

Concernant le risque chimique, les rubriques 7 et 8 de la fiche de données de sécurité (FDS) précisent les EPI qu'il est recommandé de porter lors de l'utilisation du produit chimique concerné.

En cas de doute sur le choix de l'EPI à utiliser, vous devez vous renseigner auprès de la personne compétente au sein de votre service.

Avant d'utiliser un EPI, vous devez contrôler son fonctionnement et son état hygiénique. De plus, pour certains EPI, vous devez également vérifier leur durée de vie et vous assurez de la réalisation des vérifications périodiques permettant de déceler toute défectuosité.

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Règles de dimensionnement des bacs de rétention pour le stockage des produits/déchets dangereux liquides

Le stockage des produits chimiques répond à des règles de sécurité strictes destinées notamment à protéger les opérateurs et l'environnement en cas de fuite. A cette fin, tout produit chimique stocké doit être placé sur une rétention. Les règles à respecter sont les suivantes :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Le système de rétention doit être étanche aux produits qu'il pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.

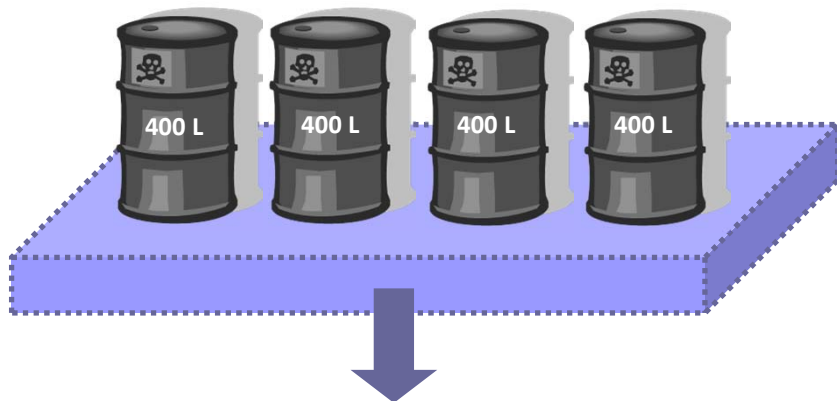
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention (cf. *tableau des incompatibilités* > page 14).

La plupart des produits peuvent être stockés sur des rétentions en acier galvanisé ou peint. Les produits agressifs tels que les acides et les bases doivent être stockés sur des rétentions en polyéthylène ou en acier inoxydable.

Exemple n°1

Pour quatre fûts identiques de 400 L stockés ensemble

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir représente 400 litres
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés représente $(4 \times 400)/2 = 800$ L

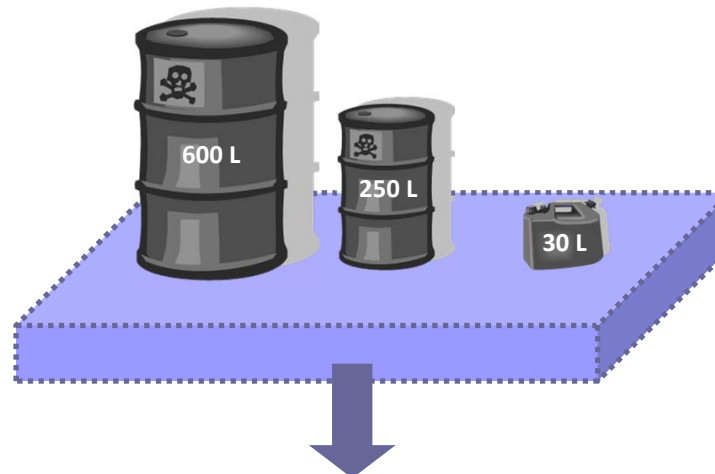


$400 < 800$: la capacité de rétention doit pouvoir contenir 800 L
soit 50 % de la capacité totale des réservoirs associés

Exemple n°2

Pour trois fûts de 600 L, 250 L et 30 L stockés ensemble

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir représente 600 litres
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés représente $(600 + 250 + 30)/2 = 440$ L



$600 < 440$: la capacité de rétention doit pouvoir contenir 600 L
soit 100 % de la capacité du plus grand réservoir

5. Transport des déchets

Récépissé de déclaration de transport des déchets

Que comporte le dossier de déclaration en préfecture ?

Le dossier de déclaration comporte notamment un engagement du déclarant :

- de ne transporter les déchets que vers des installations de traitement conformes à la législation des ICPE,
- de procéder à la reprise et à l'élimination des déchets transportés par ses soins qu'il aurait abandonnés, déversés ou orientés vers une destination non conforme à la réglementation relative au traitement des déchets,
- d'informer sans délai, en cas d'accident ou de déversement accidentel de déchets, le préfet territorialement compétent.



Que doit-on faire avec ce récépissé ?

Une copie du récépissé de déclaration doit être conservée à bord de chaque véhicule et être présentée à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

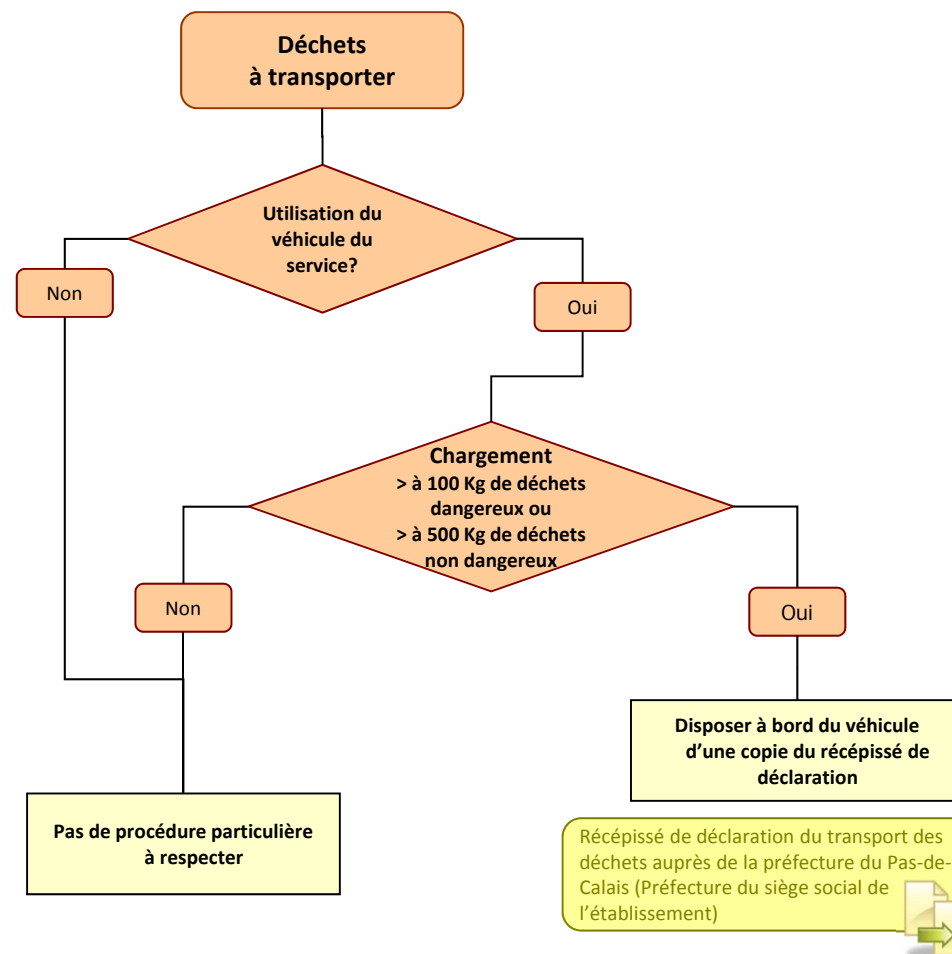
Quelle est sa durée de validité ?

La déclaration doit être renouvelée tous les cinq ans.

Qui n'est pas concerné par cette déclaration ?

Sont exemptés de cette obligation de déclaration :

1. les entreprises qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui relèvent de la législation des installations classées ;
2. les entreprises effectuant uniquement la collecte d'ordures ménagères pour le compte de collectivités publiques ;
3. les entreprises qui transportent par route des terres non souillées, des déchets de briques, de béton, de tuiles, de céramiques et d'autres matériaux de démolition propres et triés, des gravats et des pierres ;
4. les collecteurs d'huiles usagées agréés.



REFERENCES REGLEMENTAIRES

R. 541-49 à R.541-61 du Code de l'environnement

Arrêtés du 12 août et du 9 septembre 1998 relatifs à la composition du dossier de déclaration pour les activités de transport, de négoce et de courtage de déchets.



5. Transport des déchets

Règles à respecter pour le transport de marchandises dangereuses en interne

Une marchandise est considérée comme dangereuse selon l'ADR (*Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route*) lorsqu'elle présente un risque pour l'homme ou l'environnement. Elle peut être une matière, un objet, une solution, un mélange, une préparation ou **un déchet**.

L'ADR prévoit des dispenses d'applications totales ou partielles de ses règles. A titre d'exemple, certaines exemptions sont liées à la nature de l'opération de transport (§ 1.1.3.1, ADR) ou aux quantités transportées par unité de transport (§ 1.1.3.6, ADR).

Compte tenu d'une part des exemptions possibles à l'ADR et d'autre part des produits ou déchets dangereux couramment utilisés au sein de l'établissement, il est demandé de ne pas dépasser :

333 kilogrammes (pour les objets et matières solides)
litres (pour les liquides et les gaz comprimés) } **de marchandises dangereuses cumulées par unité de transport.** *

* Ce seuil correspond à la quantité maximale autorisée pour les matières et objets appartenant au groupe d'emballage II pour bénéficier de l'exonération partielle de l'ADR au titre du § 1.1.3.6, ADR. Les déchets dangereux concernés sont les suivants :

- Pots de peintures, vernis, ... (20 01 27 * / UN 1263)
- Solvants (20 01 13 * / UN 1993)
- Filtres usagés à huile, gazole ou essence (16 01 07* / UN 3175)
- Acides (20 01 14 * / UN 3264)
- Bases (20 01 15 * / UN 3266)
- Aérosols (16 05 04 * / UN 1950)
- Piles en mélange (20 01 33 * / UN 3090)
- Batteries (20 01 33 * / UN 2794)

Les lubrifiants neufs comme usagés ne sont pas concernés par ce seuil.



Il faut respecter cependant :

- la présence des documents de transport (récépissé de déclaration de transport des déchets si le colis est un déchet)
- l'étiquetage et le marquage des colis,
- l'emballage conforme des colis,
- la calage et l'arrimage des colis,
- la présence à bord d'un extincteur, d'un triangle de présignalisation, d'un gilet de signalisation par membre d'équipage,
- le respect des règles de stationnement, respect de l'interdiction de chargement/déchargement sur la voie publique et interdiction de fumer à côté et dans les véhicules ainsi que pendant la manutention des colis.


6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Modes de gestion des déchets non dangereux

Pour une typologie de déchet, il existe souvent plusieurs modes de gestion envisageables en fonction du volume de production, l'existence ou non d'une filière REP, de l'offre de service des communes ou collectivités.



Le tableau suivant synthétise ces possibilités :

Déchet (Code nomenclature)	<div>Reprise par un éco-organisme agréé ou fabricant ou distributeur/fournisseur dans le cadre d'une filière REP</div> <div>Cession par contrat à un prestataire spécialisé dans la collecte et/ou traitement du (ou des) déchet(s)</div> <div>Reprise par le service de collecte et de traitement des communes/collectivités</div>				
			Service de collecte porte-à-porte 	Déchèterie 	Point d'apport volontaire 
Ordures ménagères et assimilées	NON	OUI	OUI	NON	NON
Déchets d'emballages (15 01 --) <i>si production hebdomadaire du site est inférieure à 1100 litres (selon R.543-66 et suivants du Code de l'Environnement)</i>	NON	OUI	OUI	OUI	OUI
Déchets d'emballages <i>si production hebdomadaire du site est supérieure à 1100 litres</i> <ul style="list-style-type: none"> - En papier/carton (15 01 01) - En matières plastiques (15 01 03) - En bois (15 01 03) - En métal (15 01 04) - En mélange (15 01 06) 	NON	OUI	NON	NON	NON
Pneumatiques (16 01 03)	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Déchets verts (20 02 01)	NON	OUI	NON	OUI	NON
Bois non souillés (20 01 38)	NON	OUI	NON	OUI	NON
Ameublement	OUI	NON	OUI	OUI	NON
Déchets de métaux ferreux et non ferreux <ul style="list-style-type: none"> - Chutes de métaux (20 01 40) - Pièces d'usure d'installation (20 01 40) - Morceaux d'installations (20 01 40) 	NON	OUI	NON	OUI	NON




6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Modes de gestion des déchets dangereux

Pour une typologie de déchet, il existe souvent plusieurs modes de gestion envisageables en fonction du volume de production, l'existence ou non d'une filière REP, de l'offre de service des communes ou collectivités.



Le tableau suivant synthétise ces possibilités :

Déchet (Code nomenclature)	Reprise par un éco-organisme/collecteur agréé ou fabricant ou distributeur/fournisseur dans le cadre d'une filière REP	Cession par contrat à un prestataire spécialisé dans la collecte et/ou traitement du (ou des) déchet(s)	Service de collecte porte-à-porte 	Déchèterie 	Point d'apport volontaire 
Matériaux souillés <ul style="list-style-type: none"> - Chiffons souillés (15 02 02*) - Filtres à huile et carburant (16 01 07*) - Buvards/absorbants antipollution (15 02 02*) - Déchets graisseux (20 01 26*) - Cartouches de graisse (15 01 10*) - Aérosols (15 01 11*) - Emballages souillés (15 01 10*) 	NON	OUI	NON	OUI	NON
Huiles usagées <ul style="list-style-type: none"> - Huiles hydrauliques (13 01 01* à 13 01 12*) - Huiles moteurs, de boîtes de vitesse et de lubrification (13 01 13* à 13 02 08*) 	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Batteries, piles et accumulateurs (16 06 01* à 16 06 06*)	OUI	OUI	NON	OUI	OUI
Equipements électriques et électroniques <ul style="list-style-type: none"> - Outils électriques et électroniques (16 02 09* à 16 02 16) - Appareils ménagers (16 02 09* à 16 02 16) - Matériels d'éclairage (20 01 21* à 20 01 35*) - Cartouches d'impression usagées (08 03 17*) 	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Solvants usagés <ul style="list-style-type: none"> - Toluène, white spirit, acétone, méthanol (20 01 13*) - Contenu d'une fontaine à solvants (07 07 04*) 	OUI	OUI	NON	OUI	NON
Déchets diffus spécifiques (DDS) <ul style="list-style-type: none"> - Liquide de refroidissement (16 10 01*) - Liquide de frein (16 01 13*) - Antigels (16 01 14*) - Déchets et pots de peinture (08 01 XX*) 	NON	OUI	NON	OUI	NON

6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Avoir recours à un prestataire privé : contenu du contrat / cahier des charges (1/2)

Contenu du contrat

Les éléments présentés ici sont rédigés dans le souci d'indiquer les points incontournables du contrat. Il est donc possible de modifier, d'adapter et de compléter la rédaction de son contrat en fonction de ses besoins et de sa situation.

Informations générales

Objet du contrat

Le contrat a pour objet de fixer les conditions et les modalités des prestations pour la collecte et la valorisation ou le traitement des déchets.

Etendue et limites des prestations

Le contrat doit prévoir :

- une description de la nature des prestations envisagées ;
- les conditions de location, d'entretien et de sécurité du matériel ;
- les modalités de collecte ;
- la destination des déchets et la filière de traitement.

Informations spécifiques

Location de matériels (pas obligatoire)

Trois points importants sont à intégrer au contrat / cahier des charges :

- la liste du matériel et contenants loués par le prestataire. Pour chacun d'eux, préciser le type de contenants, les déchets concernés, la capacité de stockage admise (en masse et en volume), l'état et le lieu d'implantation ;
- lors de la mise en place, l'état du matériel et sa localisation doivent faire l'objet d'un procès-verbal ;
- un engagement du client à déposer les déchets dans les équipements prévus à cet effet, dans des conditions permettant de garantir la propreté du site et son accessibilité, notamment en prévenant des risques de débordement liés à un remplissage excessif.

Collecte des déchets

Cette rubrique doit préciser les modalités de la collecte ainsi que la description de la qualité et des quantités prévues par type de déchets. Par exemple :

Type de déchets : Emballage carton

Quantité annuelle attendue : 500 tonnes

Qualité attendue : Taux d'indésirables < 5 % du tonnage

En règle générale, les collectes sont effectuées sur demande du client, en fonction du taux de remplissage des contenants mais le contrat doit impérativement prévoir les modalités d'enlèvement.

Le prestataire doit s'engager à remettre au client, à chaque passage, un bordereau de suivi des déchets dangereux (pour les déchets dangereux) ou un bon d'enlèvement numéroté précisant la nature, les quantités et la destination des déchets enlevés.

Le client doit quant à lui, s'engager :

- à ce que les déchets ne soient ni souillés, ni mélangés à d'autres déchets ;
- à respecter les exigences de qualité décrites dans le contrat ;
- à ce que les emplacements réservés aux stockages soient dégagés afin que le prestataire puisse effectuer les enlèvements sans difficulté.



Attention !!! En cas de non-respect de ces engagements, le prestataire peut, soit refuser d'assurer la prestation, soit facturer le surcoût engendré.

6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Avoir recours à un prestataire privé : contenu du contrat (2/2)

Informations spécifiques

Transport des déchets

L'activité de transport par route de déchets nécessite une déclaration à la préfecture du département du siège social du prestataire (en fonction des volumes et de la nature des produits transportés). Le contrat doit alors en faire mention et une copie des récépissés doit être jointe en annexe du contrat.

Destination des déchets

Type de déchet	Mode de valorisation, d'élimination ou de stockage	Coordonnées du destinataire	Date et lieu de la déclaration ou de l'arrêté d'autorisation du destinataire	Date de délivrance de l'agrément et préfecture ayant délivré (si nécessaire)
Déchet 1



Attention !!! Il est également important de prévoir d'éventuelles périodes d'indisponibilité des installations de traitement ou de stockage de déchets. Il appartient au prestataire de prévoir et mettre en œuvre les solutions alternatives aux destinations initialement envisagées, afin de garantir la pérennité de ses activités.

Aspects financiers

Rémunération et facturation des prestations

Le détail des prestations doit faire apparaître les éléments ci-contre :

Le contrat doit également faire mention des formules de révision des tarifs qui sont à discuter au cas par cas. Par exemple, les coûts de valorisation, pour certains types de déchets, peuvent être positifs ou négatifs selon l'évolution des cours des matières premières. Des déductions peuvent ainsi être faites directement sur la facture.

Facturation et paiement

Comme tous les contrats commerciaux, il s'agit de préciser la fréquence, le mode paiement et les échéances des factures.

Type de déchets	Déchet 1
Location de matériel (en € HT / mois)	...
Collecte (forfait horaire ou forfait à la rotation en € HT)	...
Tri / Conditionnement (en € HT / tonne ou m3)	...
Valorisation (à préciser) (en € HT/ tonne ou m3)	...
Stockage en CSDU ou autre type de traitement (en € HT / tonne ou m3)	...
Taxes diverses	...
TOTAL TTC	...

Responsabilités et assurances

Matériel

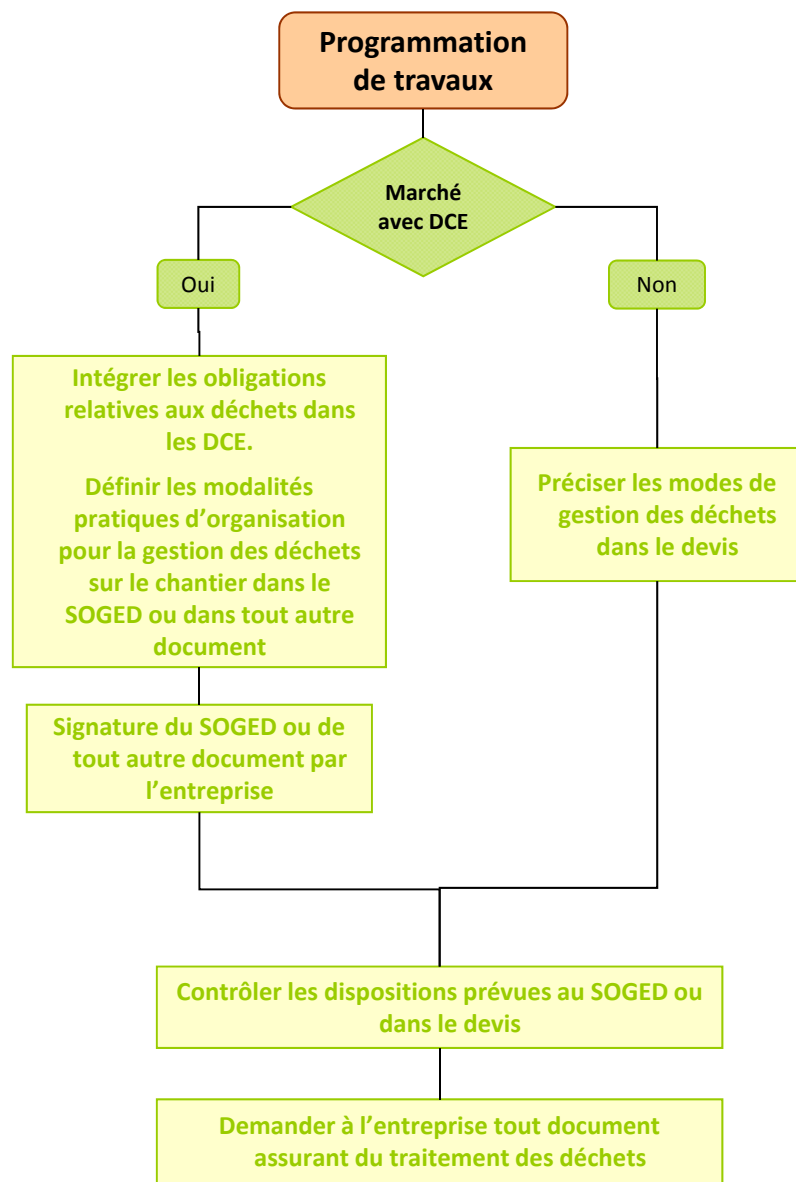
Généralement, le prestataire ne peut être tenu pour responsable d'un accident provoqué par l'utilisation du matériel loué sauf si il est prouvé que l'accident résulte d'un mauvais ou de l'absence d'entretien de sa part.

Assurance

En termes d'assurances, les parties s'engagent, classiquement, à prendre les polices nécessaires pour garantir et indemniser les biens et les personnes qui subiraient des dommages du fait de leurs obligations respectives.

7. Gestion des déchets de chantier et des dépôts sauvages

Déchets de chantier : règles et contenu du schéma organisationnel et de gestion des déchets (SOGED)



Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maître d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre, etc.) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise intervenante expose et s'engage à respecter les modalités retenues pour assurer :

- les modes de gestion des déchets de chantier : méthodes retenues (non-mélanges, tri sur site si cela est possible, évacuation vers des structures adaptées) ; moyens mis en œuvre (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc.) ; structures vers lesquelles les déchets seront acheminés (les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage).
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (benne, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc.), les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- l'information, en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier ;
- les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer des différents éléments de gestion des déchets.

Quand est-il complété par l'entreprise ?

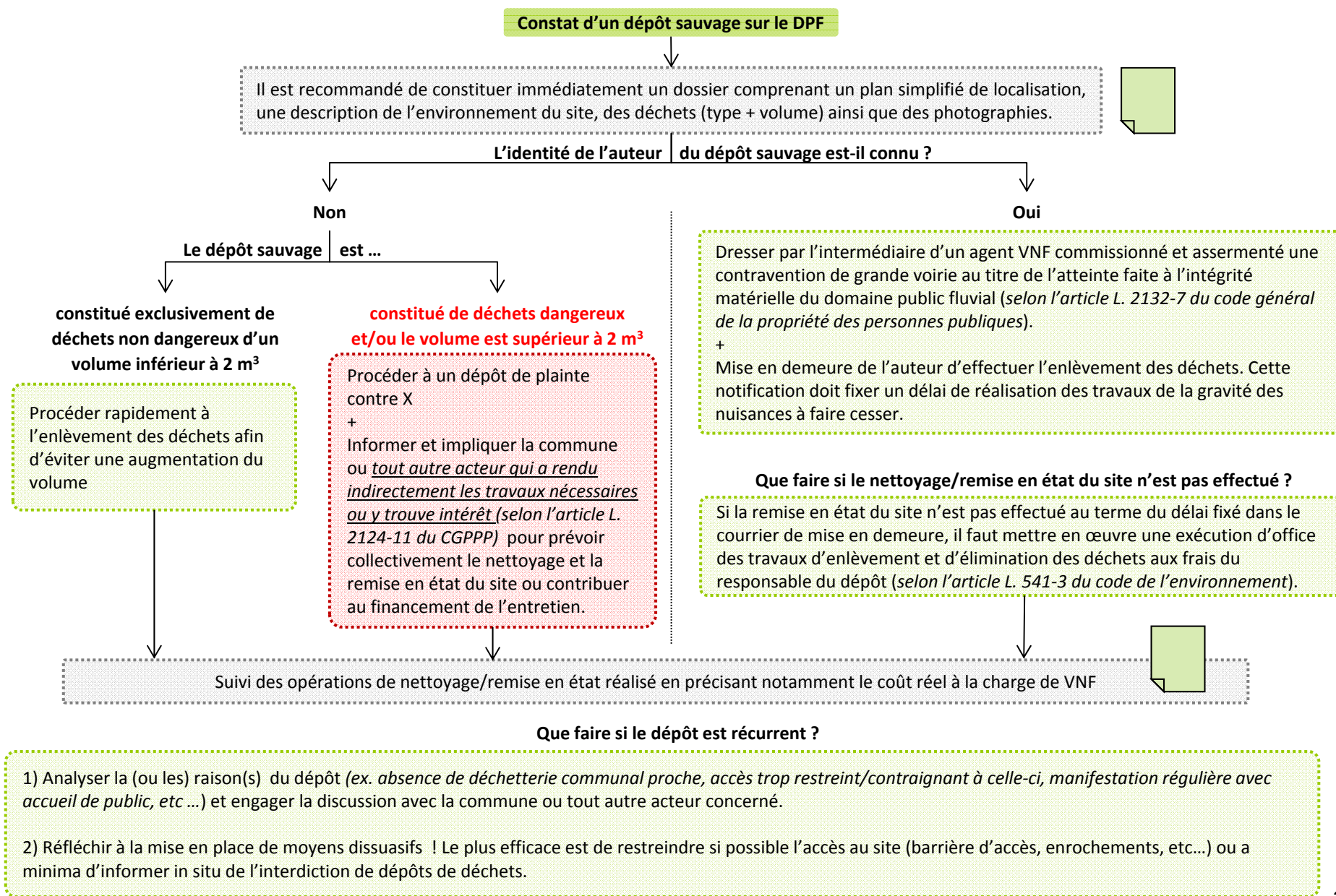
Le SOGED est complété par l'entreprise à partir d'un cadre préétabli intégré au dossier de consultation des entreprises (DCE) établi pour les travaux. Il est remis par entreprise avec son offre et mis au point définitivement en phase de préparation du chantier.

Il peut également être traité comme une partie de la démarche qualité et intégré dans le plan d'assurance qualité (PAQ).

7. Gestion des déchets de chantier et des dépôts sauvages

Dépôts sauvages : règles d'intervention sur le domaine public fluvial

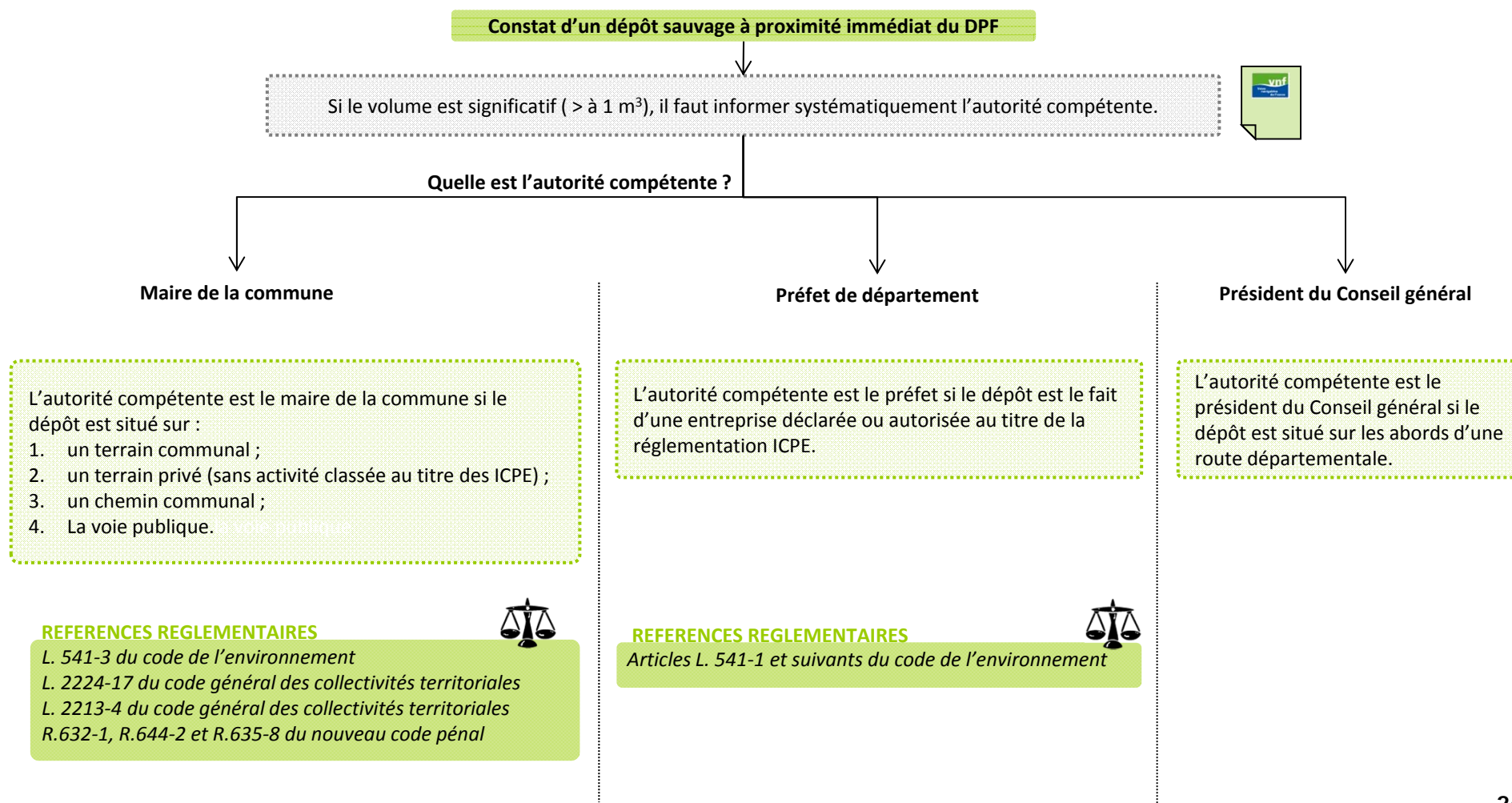
Voies navigables de France **doit intervenir sur les dépôts sauvages de déchets** constatés sur le domaine public fluvial (DPF).



7. Gestion des déchets de chantier et des dépôts sauvages

Dépôts sauvages : règles d'intervention hors du domaine public fluvial

Hors du domaine public fluvial, Voies navigables de France n'a pas de responsabilité quant à l'enlèvement des déchets sauvages. Sur ce sujet, **l'absence de responsabilité de ne doit pas être synonyme d'inactivité** de l'établissement. Au-delà de l'impact visuel, les déchets peuvent générer, compte tenu de leurs caractéristiques, un risque de pollution de l'eau et du sol. Dès l'émergence d'une zone de dépôt, l'accroissement du volume de déchets peut être régulier voire rapide. Le dépôt peut ainsi s'étendre à terme sur le domaine de VNF, sans compter sur les conditions météorologiques qui vont disséminer les déchets les plus volatils. **Une intervention est inévitable avant « que le problème du voisin ne devienne notre problème ».**



8. Traçabilité réglementaire des déchets

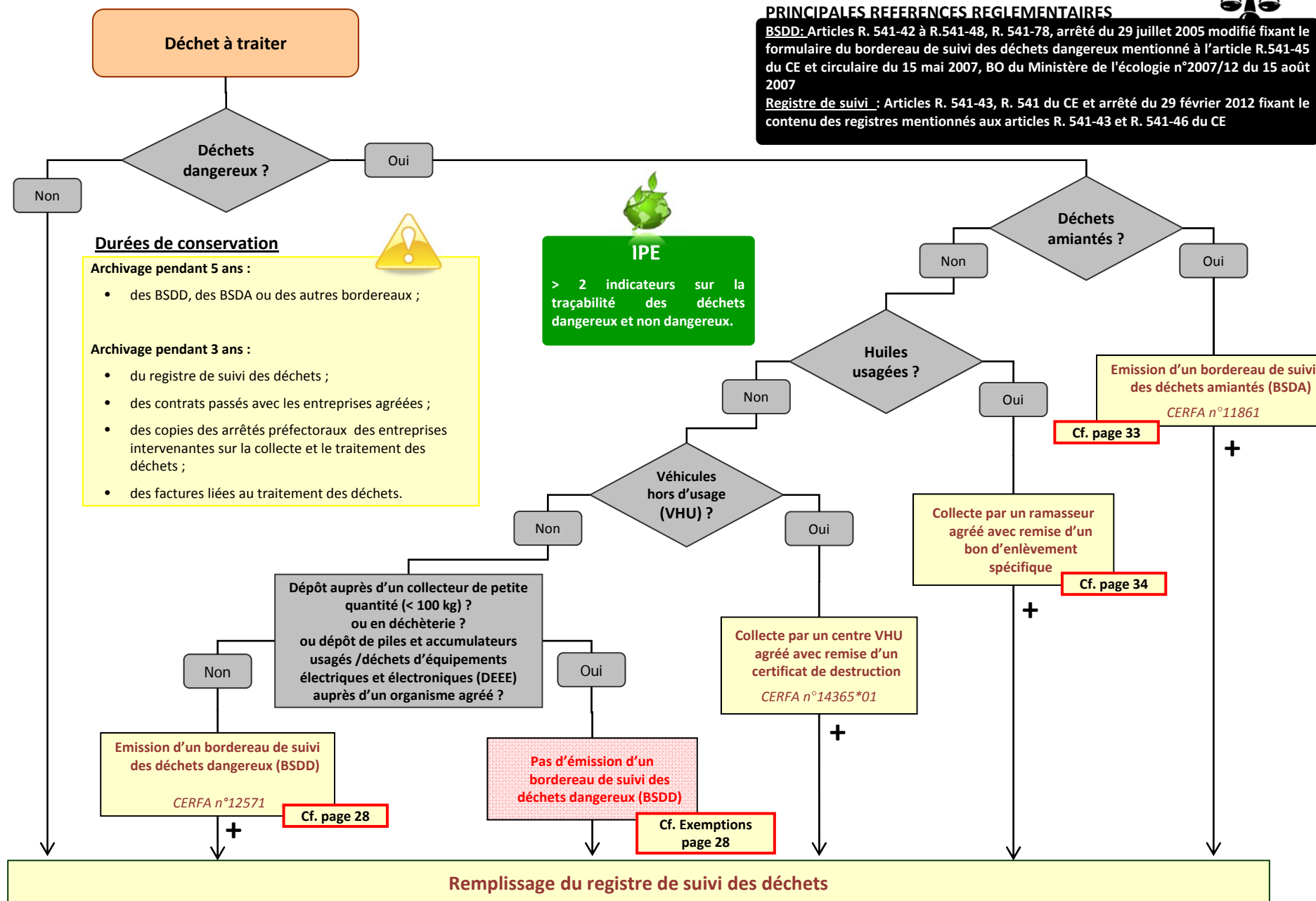
Règles générales



PRINCIPALES REFERENCES REGLEMENTAIRES

BSDD: Articles R. 541-42 à R.541-48, R. 541-78, arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du CE et circulaire du 15 mai 2007, BO du Ministère de l'écologie n°2007/12 du 15 août 2007

Registre de suivi : Articles R. 541-43, R. 541 du CE et arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du CE



8. Traçabilité réglementaire des déchets

Bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD)



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° : 1. Émetteur du bordereau <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (joindre annexe 1) <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (joindre annexe 2) <input type="checkbox"/> Autre détenteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mèl : Personne à contacter :		2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui (cadres 13 à 19 à remplir) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mèl : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) :
3. Dénomination du déchet Rubrique déchet : [] [] [] [] [] [] [] [] Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux Dénomination usuelle :		
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)		
5. Conditionnement : <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) : Nombre de colis :		
6. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s)		
7. Négociant (le cas échéant) N° SIREN : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mèl : Personne à contacter :		

- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -

8. Collecteur-transporteur N° SIREN : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Fax : Mèl : Personne à contacter :	Recépissé n° : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)
--	--

- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau : Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / /	Signature et cachet :
--	-----------------------

- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -

10. Expédition reçue à l'installation de destination N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Quantité réelle présentée : tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Signature : Date : / /	11. Réalisation de l'opération : Code D/R : Description : Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : Date : / / Signature et cachet :
12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571*01) : Traitement prévu (code D/R) : N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Tél : Fax : Mèl :	

L'original du bordereau suit le déchet.

Afin d'assurer la traçabilité des déchets dangereux et de constituer une preuve de leur élimination le bordereau de suivi des déchets (BSDD) est obligatoirement rempli par tous les intermédiaires. VNF en tant que producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'émettre un bordereau de suivi des déchets au moment de la prise en charge des déchets. De manière courante, l'émission du bordereau est réalisée par le collecteur pour le compte du client.

Exemptions

Ne sont pas soumis à l'obligation d'émettre un bordereau de suivi :

- les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ;
- les personnes qui remettent un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée ;
- les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets ;
- les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchèteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux ;
- les personnes qui remettent des piles et accumulateurs usagés aux personnes tenues de les reprendre ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations ;
- les personnes qui remettent des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) aux personnes tenues de les reprendre ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Dans les cas 1, 2 et 3, ce sont des documents officiels spécifiques qui permettent d'assurer la traçabilité des déchets concernés.

Dans les cas 4, 5 et 6, le bordereau de suivi des déchets sera émis par le collecteur de petites quantités (+ Annexe 1) ou le gestionnaire de la déchèterie ou organisme agréé pour la collecte des piles/accumulateurs /DEEE.

Remplissage du BSDD

■ L'émetteur = producteur du déchet (dans le cas général)

■ Le transporteur

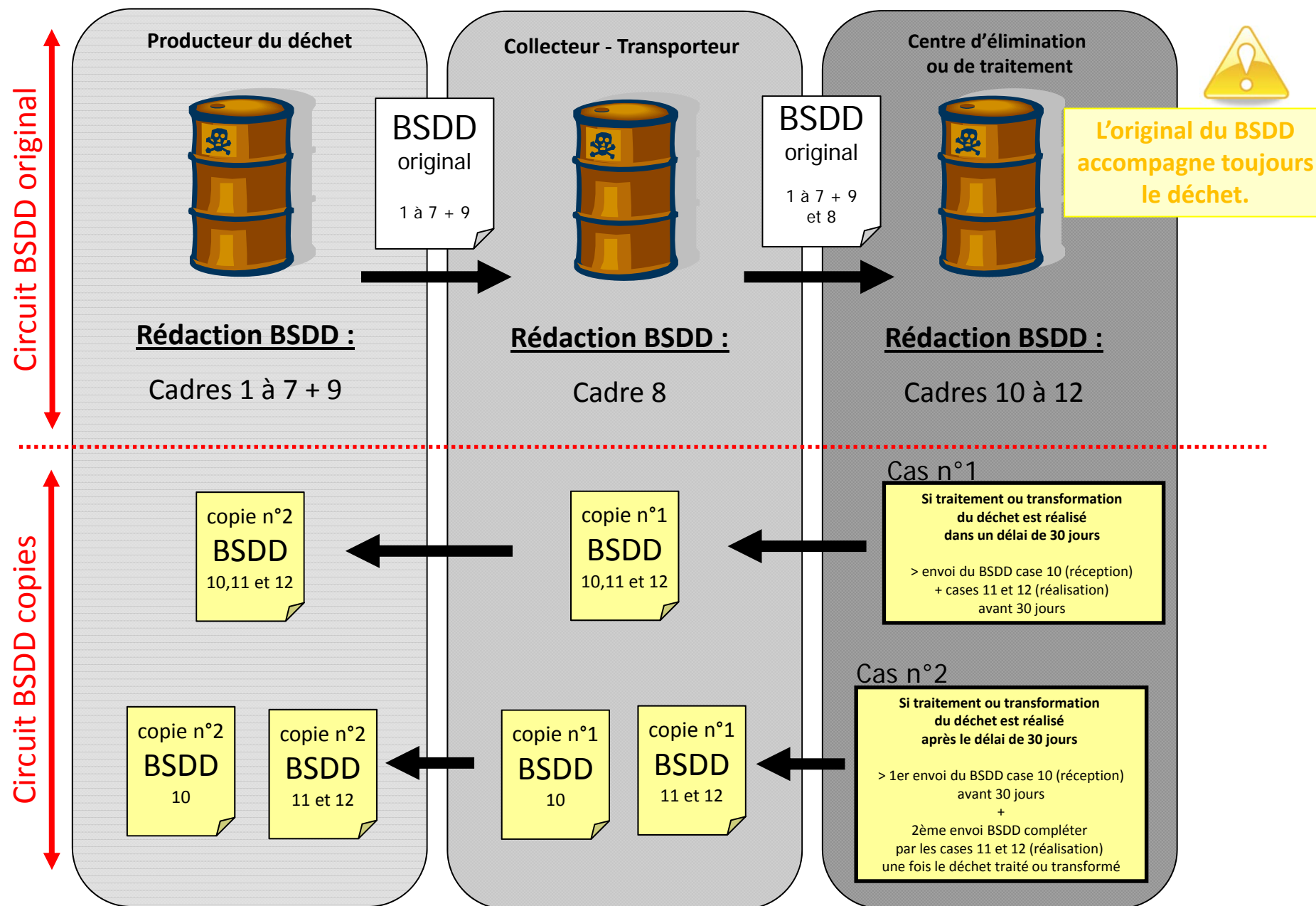
■ Le centre de traitement

Cas particuliers

BSD « suite »	En cas d'entreposage provisoire ou de reconditionnement Cette « suite », émise si la case « oui » est cochée dans le cadre 2, précise l'opération intermédiaire d'entreposage ou de reconditionnement, la destination finale ainsi que les conditions de réexpédition -> garantit la traçabilité de l'ensemble de la chaîne
Annexe 1	A joindre au bordereau de suivi en cas de collecte de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique.
Annexe 2	A joindre au bordereau de suivi lors d'une réexpédition après transformation ou traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable.

8. Traçabilité réglementaire des déchets

Bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) - Circuit



8. Traçabilité réglementaire des déchets

Registre de suivi des déchets

Le registre de suivi des déchets retrace **par ordre chronologique l'ensemble des opérations relatives à la gestion des déchets** (production, expédition, réception ou traitement).

Déchets concernés ?

Depuis le 1^{er} décembre 2005, la traçabilité des déchets dangereux et radioactifs destinés à être traités dans certaines installations classées était assurée par la tenue du registre. Le décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 étend l'obligation de tenue d'un registre à l'ensemble des déchets, qu'ils soient **dangereux ou non**.



Tous les déchets produits ou récupérés sur le DPF et évacués, sont à inscrire dans le registre de suivi des déchets, à l'exception des déchets remis au service public de collecte des déchets, à savoir :

- les ordures ménagères et assimilés collectés en porte-à-porte ou en point d'apport volontaire, et
- les déchets recyclables collectés en porte-à-porte ou en point d'apport volontaire.

Durée de conservation ?

Le registre doit être conservé au moins pendant 3 ans.

Forme ?

Les registres peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.

Contenu ?

Les informations contenues dans les registres varient selon les acteurs de la filière (producteurs ou expéditeurs, collecteurs ou transporteurs, négociants, exploitants d'installations de transit, regroupement ou traitement). Elles sont précisées par l'arrêté du 29 février 2012.

Détail du contenu du registre pour les établissements produisant et expédiant des déchets

Le registre des déchets contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants :

- la nature du déchet sortant et le code associé dans la nomenclature déchets ;
- la date de l'expédition du déchet ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le cas échéant, le numéro des bordereaux de suivi des déchets émis ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs prenant en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé (R. 541-53 du CE) ;
- le code de traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié (selon annexe I et II de la directive du 19 novembre 2008) ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement.

8. Traçabilité réglementaire des déchets

Registre de suivi des déchets – Modèle suggéré par VNF

Le modèle ci-dessous

Date d'expédition du déchet 1	Nature du déchet 2	Code nomenclature 3	Origine 4	Quantité 5			Responsable de l'enlèvement 6	Transporteurs N° récépissé 7	Preuve de dépose ou d'enlèvement 8	Lieu de dépôt intermédiaire 9	Retour BSDD 10		Installation finale de traitement ou d'élimination 11	Type de traitement 12	Code de traitement (Annexe I et II de la directive 19/11/2008) 13
				Kg	T	m³						NC			
13/02/2013	Béton	17 01 01	CE de ...			0,5	Monsieur ...			Déchèterie		X			
15/03/2013	Chiffons souillés	15 02 02*	CE de ...	20			Monsieur ...				Oui				D10
17/03/2013	Déchets verts	20 02 01	Subdivision de ...	900			Monsieur ...				Oui				R12

1 : Date d'évacuation des déchets. *Le registre doit être tenu de manière chronologique.*

2 : Désignation du déchet

3 : Code nomenclature – cf. page 11

4 : Provenance précise du déchet (site, chantier, écluse, bief...)

5 : Quantité du déchet évacué en poids ou volume. Relever l'information inscrite sur les bons d'enlèvements, de dépôts ou bordereaux ou faire une estimation.

6 : Nom de la personne ayant évacué ou fait évacuer le déchet.

7 : Nom et adresse du transporteur qui prend en charge le déchet + numéro de récépissé inscrit

Exception : pas de déclaration pour le transport :

- d'huile par des ramasseurs agréés
- d'équipements usagés lors d'une reprise fournisseur (électroménagers, mobilier, pneus....)
- de déchets inertes (terres non souillées, briques, béton, tuiles, céramiques, déchets de démolition propres et triés gravats, pierres...)
- de déchets non dangereux < 0,5 t / chargement
- de déchets dangereux < 0,1 t / chargement

8 : Preuve de dépôt ou d'enlèvement du déchet : contrat, facture, bon de dépôts, main courante, Bordereau de suivi des déchets (N° du BSDD), carnet triplicata...

9 : Nom et adresse de l'installation où est envoyé le déchet (déchèterie, fournisseurs, centre de regroupement des déchets, broyeurs....)

10 : Cette case permet de suivre le retour des BSDD complétés à VNF. Pour information, l'éliminateur a l'obligation de retourner sous 1 mois le BSDD au producteur. Dans tous les cas où l'émission d'un BSDD n'est pas obligatoire, vous devez cocher la case « NC – Non concerné ».

11 : Nom et adresse de l'installation finale de traitement et/ou d'élimination des déchets, si possible. *Information inscrite après retour des BSDD pour les déchets dangereux.*

12 : Type de traitement **final** du déchet à renseigner si possible :

- Préparation en vue de la réutilisation
- Recyclage
- Valorisation entre autre énergétique
- Élimination

13 : Code de traitement qui va être opéré dans l'installation vers lequel le déchet est expédié - à renseigner si possible – cf. annexe 1 : *inscrire le code noté dans les BSDD*

8. Traçabilité réglementaire des déchets

Registre de suivi des déchets - Code européen d'élimination et de valorisation

OPÉRATIONS D'ÉLIMINATION

- D1** : Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge)
- D2** : Traitement en milieu terrestre (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols)
- D3** : Injection en profondeur (par exemple, injection de déchets pompables dans des puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles)
- D4** : Lagunage (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins)
- D5** : Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement)
- D6** : Rejet dans le milieu aquatique, sauf l'immersion
- D7** : Immersion, y compris enfouissement dans le sous-sol marin
- D8** : Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon un des procédés numérotés D 1 à D 12
- D9** : Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés numérotés D 1 à D 12 (par exemple, évaporation, séchage, calcination)
- D10** : Incinération à terre
- D11** : Incinération en mer
- D12** : Stockage permanent (par exemple, placement de conteneurs dans une mine)
- D13** : Regroupement ou mélange préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 12 (*)
- D14** : Reconditionnement préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 13
- D15** : Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 14 (à l'exclusion du stockage temporaire (**), avant collecte, sur le site de production des déchets)

(*) S'il n'existe aucun autre code D approprié, cette opération peut couvrir les opérations préalables à l'élimination, y compris le prétraitement, à savoir notamment le triage, le concassage, le compactage, l'agglomération, le séchage, le broyage, le conditionnement ou la séparation, avant l'exécution des opérations numérotées D 1 à D 12.

(**) on entend par stockage temporaire, le stockage préliminaire avant enlèvement

OPÉRATIONS DE VALORISATION

- R1** : Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (*)
- R2** : Récupération ou régénération des solvants
- R3** : Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques) (**)
- R4** : Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques (***)
- R5** : Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques
- R6** : Régénération des acides ou des bases
- R7** : Récupération des produits servant à capter les polluants
- R8** : Récupération des produits provenant des catalyseurs
- R9** : Régénération ou autres réemplois des huiles
- R10** : Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
- R11** : Utilisation de déchets résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R 1 à R 10
- R12** : Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R 1 à R 11 (****)
- R13** : Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations numérotées R 1 à R 12 (à l'exclusion du stockage temporaire (*****), avant collecte, sur le site de production des déchets)

(*) Cette opération inclut les installations d'incinération dont l'activité principale consiste à traiter les déchets municipaux solides (fonction du rendement énergétique)

(**) Cette opération comprend la gazéification et la pyrolyse utilisant les produits comme produits chimiques

(***) Cette opération comprend le nettoyage des sols à des fins de valorisation, ainsi que le recyclage des matériaux de construction inorganiques.

(****) S'il n'existe aucun autre code R approprié, cette opération peut couvrir les opérations préalables à la valorisation, y compris le prétraitement, à savoir notamment le démantèlement, le triage, le concassage, le compactage, l'agglomération, le séchage, le broyage, le conditionnement, le reconditionnement, la séparation, le regroupement ou le mélange, avant l'exécution des opérations numérotées R 1 à R 11.

(*****) : on entend par stockage temporaire, le stockage préliminaire avant enlèvement

8. Traçabilité réglementaire des déchets

Bon d'enlèvement des huiles usagées

Logo du ramasseur agréé	BON D'ENLEVEMENT D'HUILES USAGEES
Raison sociale (capital, siège social, RCS, code NAF)	
1. DETENTEUR/CLIENT	
NOM : _____	
ADRESSE : _____	
<input type="checkbox"/> Garages, Centres Autos... <input type="checkbox"/> Transport <input type="checkbox"/> Industriels <input type="checkbox"/> Exploitations et Garages Agricoles	
<input type="checkbox"/> Collectivités <input type="checkbox"/> Travaux publics et autres détenteurs <input type="checkbox"/> Conteneurs-Déchetteries <input type="checkbox"/> Armée	
<input type="checkbox"/> Démolition auto et traitement filtres...	
Quantité enlevée : Volume : _____ (litres) Poids : _____	
Type d'huile : <input type="checkbox"/> Moteurs <input type="checkbox"/> Industrielles Noires <input type="checkbox"/> Industrielles Claires	
Echantillons référencés sous le numéro : XXXX	
2-1 RAMASSEUR AGRÉÉ PAR LA PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DU LIEU DE COLLECTE ENLEVEMENT EFFECTUÉ SELON LA LÉGISLATION EN VIGUEUR	
ADRESSE (CACHET) : <div>XXXX A</div> <div>XXXX B</div>	
Chauffeur : _____ Véhicule : _____ N° Cuve Dépôt : _____ (facultatif)	
Date de collecte : _____	
Nous soussignés attestons l'exactitude des renseignements ci-dessus. Le détenteur/client ou son représentant reconnaît que le prélèvement a été effectué de façon contradictoire et qu'il a été réparti en deux échantillons dont l'un lui a été remis conformément aux conditions générales figurant au verso, conditions générales dont il reconnaît avoir pris connaissance et les avoir acceptées. Le détenteur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de la réglementation en vigueur annexées aux conditions générales.	
Signature du ramasseur agréé	Cachet et signature du détenteur/client ou son représentant
<div></div>	<div></div>

Lors d'un enlèvement, le ramasseur doit systématiquement remettre au détenteur un bon d'enlèvement sous la forme suivante. Par mesure dérogatoire, il fait office de bordereau de suivi des déchets.

Chaque enlèvement doit faire l'objet d'un double échantillonnage contradictoire avant mélange avec tout autre lot en vue de rechercher le responsable en cas de pollution du lot par des polychlorobiphényles (PCB).

Les huiles usagées ne doivent pas être mélangées à d'autres liquides car le mélange génère un risque d'introduction de produits toxiques ou difficiles à éliminer. Ceci peut compromettre leur recyclage et la gratuité du service (cas notamment des huiles moteurs usagées).

Les liquides à proscrire sont notamment :





**GUIDE POUR
LES AGENTS
DE LA DT
RHÔNE SAÔNE**

Mieux gérer ses déchets au quotidien



VNF sur la voie du développement durable



La DTRS est certifiée pour la gestion des chômages sur le Canal du Rhône au Rhin et la petite Saône, et pour la gestion des déchets produits ou incombant à VNF sur l'ensemble de son territoire.



Le Système de Management Environnemental (SME)

Ses objectifs :

- mieux connaître les impacts de nos activités sur l'environnement...
- ... afin de les minimiser.

Il a été choisi d'étendre la certification à la gestion des déchets pour l'ensemble de la DTRS afin de :

- répondre aux évolutions réglementaires importantes,
- impliquer l'ensemble des agents dans cette démarche,
- répondre au principe d'amélioration continue demandé par la norme ISO 14001.

VNF est responsable de ses déchets :

- d'exploitation et d'entretien de la voie d'eau,
 - de bureaux,
 - de chantiers (réalisés en régie ou par les entreprises travaillant pour VNF),
 - récupérés sur le domaine public fluvial,
- de leur production jusqu'à leur élimination dans des filières agréées.

Le périmètre du SME déchets ne comprend ni les déchets produits par les usagers de la voie d'eau, ni les déchets de dragage.

La gestion des déchets en pratique



Qui ?

Chacun d'entre nous, personnels de l'établissement ou prestataires travaillant pour VNF, dans les bureaux comme dans les ateliers et centres d'exploitation et de maintenance.

Quel outil ?

Le tri sélectif.

Pourquoi ?

■ Pour **favoriser le recyclage des déchets** et ainsi limiter la consommation d'énergie et de ressources naturelles nécessaires à la fabrication de nouveaux produits (pétrole, bois, etc.).

■ Pour **répondre aux obligations réglementaires**.

Comment ?

En offrant un **traitement spécifique à chaque type de déchets**.

Réduire la quantité et la nocivité des déchets

- **Je limite autant que possible** la production de déchets dès l'achat : gros conditionnements, produits rechargeables, chiffons lavables, etc.
- **Je réutilise et valorise** au maximum : impressions en recto/verso, brouillons, récupération des ordinateurs par les agents, réutilisation des matériaux en atelier, etc.
- **Je substitue** les produits dangereux par des produits moins dangereux : zéro produit phytosanitaire, plus de produits biodégradables, etc.

Appliquer quelques consignes de bonne gestion des déchets



Dans les bureaux

- **Je sépare les différents types de déchets** : ordures ménagères / déchets valorisables / déchets dangereux.
- **Je respecte les consignes de tri en vigueur dans la commune et dans les bureaux** et utilise les moyens mis à ma disposition (par exemple bacs de récupération des cartouches d'encre, corbeilles de recyclage du papier, etc.).



Dans les ateliers et centres d'exploitation et de maintenance

Lors du stockage des déchets

Je respecte les consignes spécifiques à chaque site !

- **Je sépare les différents types de déchets** : ordures ménagères / déchets valorisables / déchets dangereux.
- **Je respecte les consignes de tri spécifiques à chaque site** et utilise les moyens mis à ma disposition (par exemple bacs de stockage des chiffons, des ampoules, tri des emballages, etc.).
- **Je stocke les déchets liquides compatibles entre eux sur des bacs de rétention** (et je respecte les volumes de rétention !).
- **Je stocke les déchets dangereux dans un local spécifique.**
- **Je prévois de l'absorbant et des extincteurs** à proximité des produits dangereux.
- **J'identifie les zones de stockage et les bacs de déchets.**
- **Je mets en place la signalétique nécessaire dans les locaux de stockage** (par exemple « Interdiction de fumer »).

Lors du traitement des déchets

- **Je m'assure de l'évacuation de tous les déchets** dans des filières agréées au minimum une fois par an.
- **Je ne brûle pas et n'enfouis pas de déchets.**

Lors du transport des déchets

Je respecte la réglementation en m'assurant de la présence des autorisations nécessaires dans les véhicules VNF ou des transporteurs.

J'assure la traçabilité et le suivi des déchets

Conformément à la réglementation, VNF a l'obligation :

- de tenir un **registre des déchets** pour tous les déchets dangereux et non dangereux évacués,
- d'obtenir des **bordereaux de suivi** des déchets pour tous les déchets dangereux (sauf exceptions),
- de vérifier les **agrément des entreprises** de transport et de traitement des déchets.

VNF à vos côtés !



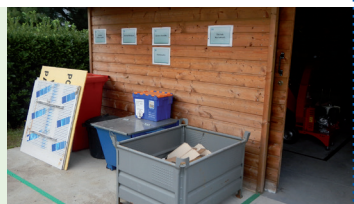
**La DTRS a déjà mis en place plusieurs outils
pour optimiser la gestion des déchets :**

Sur le terrain

- aménagement des locaux de stockage en lien avec le 5 S,
- identification de zones de stockage, des contenants, des volumes de rétention,
- poubelles ou sacs de tri (ex : tri du papier, tri des gobelets...),
- signalétique (dangerosité des déchets, interdiction de fumer...),
- traçabilité du devenir des déchets (registre déchets, bons d'enlèvements...),
- consignes de gestion des déchets et contrôles opérationnels,
- sensibilisation des agents et des personnes travaillant pour VNF,
- moyens de lutte contre les incendies et les pollutions,
- outils de communication,
- contrats avec des prestataires de récupération de déchets dangereux et non dangereux pour les bureaux et les ateliers,
- convention avec des déchèteries.

Au niveau de nos prestataires

- intégration aux marchés publics de nos exigences en termes de gestion des déchets,
- diffusion de la politique environnementale.



Des référents sont présents dans chaque subdivision et au siège pour vous aider à bien appliquer les consignes. N'hésitez pas à les solliciter !



Pour bien trier, retrouvez l'essentiel dans ce mémo tri détachable !

DÉCHETS DANGEREUX*

DEEE (ordinateurs, téléphones portables, petit électroménager...)	Éco-organisme / entreprise spécialisée / déchèterie / reprise fournisseur
Ampoules, néons	
Piles, accumulateurs	Éco-organisme / entreprise spécialisée
Cartouches d'encre	
Emballages de produits d'entretien	Entreprise spécialisée / déchèterie
Aérosols	
Chiffons, papiers, absorbants, EPI souillés	
Huiles, graisses	
Filtres	Entreprise spécialisée
Pots de peintures	
Flexibles hydrauliques	
Véhicules Hors d'Usage (VHU : bateaux ou voitures)	
Cadavres d'animaux	Équarrisseurs
Batteries	
Solvants	Entreprise spécialisée / reprise fournisseur
Emballages souillés	

*Sont considérés comme dangereux les déchets qui contiennent des éléments toxiques ou dangereux présentant un risque pour la santé humaine et l'environnement.

Dans tous les cas, vous devez respecter les consignes spécifiques à chaque site.



MÉMO TRI



DÉCHETS NON DANGEREUX

Verre	Collecte en porte à porte / point d'apport volontaire
Ordures ménagères	
Déchets d'emballages (plastiques, canettes...)	Collecte en porte à porte / point d'apport volontaire / entreprise spécialisée
Papiers, cartons	Collecte en porte à porte / point d'apport volontaire / entreprise spécialisée / déchèterie
Déchets d'ameublements	Déchèterie / éco-organisme
Métaux non souillés	Ferrailleur agréé / déchèterie / entreprise spécialisée
Pneus, caoutchouc	Éco-organisme / entreprise spécialisée / déchèterie / reprise fournisseur
Déchets verts	Déchèterie / entreprise spécialisée
Déchets de bois	
Encombrants	



DÉCHETS INERTES

Béton, briques, gravats	Entreprise spécialisée / déchèterie
Tuiles	
Terres non polluées	



Réutilisation de fournitures ou d'appareils, mulching, paillage, remblai...
Dès que possible, pensez à valoriser vos déchets en interne !





VNF

2 rue de la Quarantaine
69005 Lyon

Tél. : 04 72 56 59 22

Email : begh.dgd.rhonesaone@vnf.fr

www.vnf.fr